Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Mercredi 27 août 2025 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°708 ■

EN PRÉVISION DE LA PROCHAINE RENTRÉE SCOLAIRE

Le ministre Sadaoui préside deux conférences nationales

P 16

AVEC PRÈS DE 8 % DE CROISSANCE ANNUELLE EN ALGÉRIE

La climatisation dope la consommation énergétique

L'Algérie s'affirme comme l'un des géants africains du marché de la climatisation. Selon le dernier rapport de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), intitulé « National Climate Resilience Assessment for Algeria », publié en juillet 2025, le pays est désormais le troisième plus grand marché de la climatisation du continent, derrière l'Égypte et le Nigeria. Entre 2025 et 2030, ce secteur devrait enregistrer une croissance annuelle moyenne de 7,9 %, portée par le double effet du changement climatique et du développement économique. P 3

COUVERTURE DU RÉSEAU MOBILE DES AXES ROUTIERS

Les opérateurs rappelés à l'ordre

Le ministère de la Poste et des Télécommunications veille à l'amélioration de la qualité des services du réseau mobile. Des instructions fermes ont été données aux trois opérateurs de téléphonie mobile, par le ministre Sid-Ali Zerrouki, pour investir dans le raccordement des axes routiers à l'échelle nationale au réseau mobile, tout en respectant scrupuleusement les cahiers des charges et les licences d'exploitation.

P 2

L'ALGÉRIE AU CŒUR DE L'INTÉGRATION AFRICAINE

Un engagement historique, résolument tourné vers l'avenir

Fidèle à son engagement panafricain, l'Algérie continue de consolider sa place en tant qu'acteur central dans le processus d'intégration continentale, à travers plusieurs initiatives diplomatiques et économiques en vue de favoriser l'émergence de l'Afrique sur la scène internationale et promouvoir un avenir commun, prospère et solidaire.

P 5

ENTREPRISE NATIONALE DE CHARPENTE ET DE CHAUDRONNERIE (ENCC)

Un acteur majeur de la substitution à l'importation

L'Entreprise Nationale de Charpente et de Chaudronnerie (ENCC), filiale du groupe IMETAL, s'illustre aujourd'hui comme un pilier du développement industriel en Algérie. Sa mission : fournir aux secteurs stratégiques des équipements nationaux répondant aux standards internationaux, et réduire ainsi une facture d'importation qui pesait lourdement sur l'économie.

P 3

TRANSPORT INTERNE AÉRIEN

Domestic Airlines, un levier pour le désenclavement du Sud P 2

DÉVELOPPEMENT DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE

Le ministre Cherfa fixe les priorités P 3

FOURNITURES SCOLAIRES

Producteurs et importateurs autorisés à vendre directement aux détaillants P 4

MASCARA

Riche programme pour la promotion du tourisme local

Par R E.

La direction du Tourisme et de l'Artisanat de la wilaya de Mascara a lancé, récemment, un riche programme local visant à promouvoir le tourisme durant la saison estivale, a-t-on appris mardi cette direction. Ce programme, élaboré en collaboration avec les offices locaux de tourisme des communes de Mascara et de Sig, ainsi qu'avec la Chambre de l'artisanat et des métiers de la wilaya, prévoit l'organisation de sorties touristiques hebdomadaires au profit des enfants et des jeunes vers les sites naturels attrayants de la région, tels que les stations thermales de Bouhanifia et la forêt de la commune de Nesmoth. Le programme, qui se poursuivra jusqu'à la fin du mois de septembre prochain, comprend également l'organisation d'expositions de produits artisanaux caractéristiques de diverses régions de la wilaya, a-t-on ajouté de même source. Ces expositions se tiendront dans des sites touristiques et historiques de la région, comme Dar El-Kaïd et le Tribunal de l'Emir Abdelkader situés au centre-ville de Mascara. Par ailleurs, des activités artistiques et récréatives sont également prévues dans les différents sites touristiques de la wilaya, en plus de manifestations sportives non compétitives visant à faire connaître les richesses touristiques de la région auprès des visiteurs. Le programme comprend aussi le lancement d'une caravane de wilaya pour promouvoir le potentiel touristique local et inciter les citoyens à visiter les sites et les monuments de la région, a fait savoir la même source. Le lancement de ce programme s'inscrit dans le cadre du Plan national de promotion touristique pour l'année en cours, qui vise à développer le tourisme interne et à encourager les associations et les offices locaux actifs dans le domaine à concrétiser des initiatives et des programmes de promotion touristique locale, selon la direction.

TRANSPORT INTERNE AÉRIEN

Domestic Airlines, un levier pour le désenclavement du Sud

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, s'est engagé à prendre en charge toutes les zones d'ombre d'ici fin 2025. Le programme de développement pour ces zones est presque achevé, avec plus de 98 % des projets réalisés, soit environ 29 541 projets décidés au profit des zones d'ombre et concrétisés pour un montant de 345 milliards de DA. Si ce programme comporte la construction de routes, d'infrastructures scolaires, d'acheminement d'eau, de gaz et d'électricité, le transport, qu'il soit terrestre ou aérien, reste un élément déterminant pour désenclaver des régions jusque-là défavorisées par rapport à nos grandes métropoles. Avec la création d'une filiale d'Air Algérie, « Domestic Airlines », c'est le transport aérien qui prend son envol, à la grande joie des populations.

Par Réda Hadi

À l'occasion du vol inaugural de la compagnie entre Alger et Tamanrasset, le ministre des Transports, Saïd Sayoud, a exprimé sa confiance dans la nouvelle compagnie aérienne Domestic Airlines pour désenclaver les zones frontalières et améliorer le transport aérien intérieur. Lors d'une déclaration à la presse à l'aéroport Aguenar Hadj Bey Akhamok de Tamanrasset, M. Sayoud a souligné que cette compagnie répondra aux attentes des citoyens, en particulier ceux du Sud, où l'avion est un moyen de transport indispensable en raison des longues distances et des conditions naturelles difficiles.

La compagnie s'engage à transporter les citoyens à travers le pays et à assurer des vols pour le transport des travailleurs des compagnies pétrolières. La programmation des vols sera réajustée selon les besoins des citoyens, en concertation avec les autorités locales. Le ministre a également assisté à une présentation détaillée sur les différents types de transport dans la wilaya, notamment l'aéroport de Tamanrasset, qui a enregistré plus de 187 000 voyageurs en 2024, avec une augmentation considérable par rapport aux années précédentes.

Le transport dans cette wilaya stratégique de l'Algérie est un enjeu essentiel, et les autres types de transport ne sont pas en reste. Ainsi, le ministre a annoncé que l'Établissement du transport urbain de Tamanrasset sera doté de 10 nouveaux bus pour renforcer sa flotte actuelle de 12 bus, dont certains sont hors service. Les mesures nécessaires ont été prises pour réparer les véhicules en panne. La wilaya de Tamanrasset a également bénéficié de nouveaux taxis, dans le cadre d'un accord conclu entre la Fédération nationale des chauffeurs de taxi et un constructeur automobile.

Le ministre a également révélé que son département ministériel œuvrait au remplacement de 5 400 bus de plus de 30 ans au cours des six prochains mois. Le président de la République a pris une décision importante concernant le retrait des bus de plus de 30 ans, qui seront progressivement remplacés. Le ministère vise à renouveler 84 000 bus de manière graduelle afin d'assurer la sécurité des passagers du transport terrestre.

Le ministre a souligné que la wilaya de Tamanrasset bénéficiera en urgence de dix nouveaux bus pour le transport inter-wilayas. Les services de son département ministériel ont chargé des ingénieurs de la réparation des bus en panne en vue de leur remise en service.

Parmi les mesures qui seront prises au profit de cette wilaya figure également "le traitement de certaines insuffisances enregistrées au niveau de l'aéroport d'Aguenar-Hadj Bey Akhamok".

La compagnie aérienne Domestic Airlines est en train de revoir la répartition des vols au niveau national, notamment pour les liaisons desservant le Sud du pays, afin d'assurer une meilleure prise en charge des besoins des citoyens. Le ministre a rappelé les projets du secteur destinés aux wilayas du Sud, y compris la ligne ferroviaire Alger-Tamanrasset, un projet stratégique à dimension continentale.

COUVERTURE DU RÉSEAU MOBILE DES AXES ROUTIERS

Les opérateurs rappelés à l'ordre

Par Sirine R.

Le ministère de la Poste et des Télécommunications veille à l'amélioration de la qualité des services du réseau mobile. Des instructions fermes ont été données aux trois opérateurs de téléphonie mobile, par le ministre Sid-Ali Zerrouki, pour investir dans le raccordement des axes routiers à l'échelle nationale au réseau mobile, tout en respectant scrupuleusement les cahiers des charges et les licences d'exploitation.

En visite de travail et d'inspection dans l'Ouest du pays depuis lundi, le ministre a réaffirmé hier depuis la wilaya de Naâma la priorité absolue que le secteur accorde au respect strict, par les opérateurs, des normes fixées par les cahiers des charges en matière de couverture, un aspect qui fait l'objet d'un suivi rigoureux et régulier par le ministère et par l'Autorité de régulation. Il a en outre insisté sur la nécessité d'accélérer la mise en œuvre du « programme de service universel », dont la wilaya a bénéficié, afin de permettre aux habitants des zones concernées de tirer pleinement profit des technologies de l'information et de la communication.

Ainsi, le ministre Zerrouki a souligné, lors de sa visite avant-hier dans la wilaya d'El-Bayadh, qu'un «manque, voire une absence de couverture du réseau mobile a été constaté sur plusieurs axes routiers par certains opérateurs, ce qui est inacceptable. Tous ces opérateurs doivent investir dans la couverture en téléphonie mobile des routes comme le stipulent le cahier des charges et la licence d'exploitation». Il a ajouté que des avertissements seront adressés à ces opérateurs par l'Autorité de régulation de la Poste et des communications électroniques, « afin qu'ils renforcent la couverture sur les routes », surtout face à la recrudescence des accidents de la route. La couverture permet en effet de sauver des vies en signalant rapidement les accidents.

Le ministre a indiqué qu'une réunion est prévue la semaine prochaine avec les opérateurs de téléphonie mobile, après une précédente réunion tenue avec l'Autorité de régulation pour évaluer ces défaillances de couverture sur les axes routiers. Il a aussi révélé l'envoi récent d'équipes de terrain pour contrôler la couverture des routes principales et autoroutes, telles que l'autoroute Est-Ouest et la Transsaharienne Nord-Sud, précisant que certaines régions du Sud ont un besoin urgent de renforcement du réseau.

Il a ordonné aux opérateurs mobiles de « corriger ces lacunes » pour éviter les sanctions prévues dans les cahiers des charges et les licences d'exploitation. Le ministre a également exigé des opérateurs de généraliser le service global et de mettre en œuvre leurs programmes dans les délais impartis, afin que tous les citoyens, y compris ceux des zones enclavées, puissent bénéficier de la couverture mobile.

D'autre part, concernant les projets de raccordement au réseau de fibre optique, le ministre a précisé que le plan du ministère vise à généraliser cette technologie sur tout le territoire national et à achever l'opération début 2027, en supprimant définitivement les câbles en cuivre. Il a souligné les offres compétitives d'Algérie Télécom, qui ont permis à l'Algérie de devenir le premier pays à proposer 1,5 Gbps à des prix très bas.

Quotidien economique
Les Enjeux Éco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

AVEC PRÈS DE 8 % DE CROISSANCE ANNUELLE EN ALGÉRIE

La climatisation dope la consommation énergétique

L'Algérie s'affirme comme l'un des géants africains du marché de la climatisation. Selon le dernier rapport de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), intitulé « National Climate Resilience Assessment for Algeria », publié en juillet 2025, le pays est désormais le troisième plus grand marché de la climatisation du continent, derrière l'Égypte et le Nigeria. Entre 2025 et 2030, ce secteur devrait enregistrer une croissance annuelle moyenne de 7,9 %, portée par le double effet du changement climatique et du développement économique.

Par Mourad A.

Le réchauffement climatique accentue la pression sur le système énergétique national. L'Algérie a connu une hausse moyenne de 0,49 °C par décennie entre 2000 et 2023, soit bien au-dessus de la moyenne mondiale estimée à 0,37 °C. Dans ce contexte, l'AIE souligne que « les vagues de chaleur sont devenues plus fréquentes, longues et intenses ». Cette évolution s'est traduite par un boom de la consommation d'électricité. Entre 2022 et 2024, la demande résidentielle a progressé de 15 %, essentiellement sous l'effet de la généralisation des climatiseurs. En juillet 2024, le pays a même battu un record de 19,1 gigawatts (GW) de demande de pointe.

Cette hausse spectaculaire n'est pas sans risque pour la sécurité énergétique nationale. L'AIE met en garde : « D'ici le milieu du siècle, plus de 70 % des centrales à gaz seront confrontées à au moins 40 jours par an avec une température supérieure à 35 °C, dans tous les scénarios climatiques ». Or, 99 % de la production électrique algérienne dépend du gaz naturel, dont l'efficacité chute en cas de forte chaleur. Pour faire face, Sonelgaz a investi dans le renforcement du réseau et dans des équipements capables de résister à des températures supérieures à 55 °C, ciblant en priorité seize wilayas particulièrement exposées.

Outre la chaleur, d'autres menaces pèsent sur le système énergétique. Le pays enregistre en moyenne 3 000 incendies de forêt par an (2010-2019), brûlant près de 310 km² de végétation. Les inondations mobilisent à elles seules 70 % du budget national de gestion des catastrophes, soit environ 255 millions USD par an sur les quinze dernières années. En septembre 2024, les crues à Béchar ont déplacé 280 familles et endommagé routes et infrastructures électriques. La raréfaction de l'eau aggrave la situation : 85 % du territoire est désertique et les précipitations annuelles n'atteignent que 150 mm en moyenne. Pour y remédier, l'État a lancé un ambitieux programme de dessalement de 5,4 milliards USD, dont 3 milliards USD dans sa deuxième phase, avec la construction de six usines d'ici 2030.

Face à ces défis, Alger multiplie les initiatives.

L'accès universel à l'électricité a été atteint en 2022, et un objectif de 15 GW d'énergies renouvelables d'ici 2030 a été fixé, dont plus de 3 GW déjà installés.

L'AIE note également que le pays vise des économies d'énergie équivalant à 63 millions de tonnes équivalent pétrole (Mtep) et une réduction de 193 millions de tonnes de CO_2 d'ici 2030 grâce à un programme d'efficacité énergétique couvrant le bâtiment, le transport et l'industrie.

Avec plus de 40 % des ménages dépassant 1 000 kWh de consommation au seul été 2024, la climatisation s'impose désormais comme un produit de première nécessité. Le rapport insiste : « L'Algérie est déjà le troisième marché africain de la climatisation et devrait croître rapidement, à un rythme de 7,9 % par an sur la période 2025-2031». Cette tendance, si elle traduit l'amélioration du confort domestique, pose toutefois un dilemme : comment concilier explosion de la demande, dépendance au gaz et impératifs de transition énergétique ?

RISQUES LIÉS AU FINANCEMENT DU TERRORISME ET AUX CRIMES FINANCIERS

Journée de sensibilisation au profit des associations dans les wilayas frontalières

Par R E.

Une journée de sensibilisation au profit des associations dans les wilayas frontalières sur les risques liés au financement du terrorisme et aux crimes financiers a été organisée lundi, dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations du Groupe d'action financière (GAFI), a indiqué, mardi, un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire.

"Dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations du Groupe d'action financière et de la poursuite de la concrétisation du plan national de sensibilisation destiné aux associations locales, notamment celles activant dans les domaines religieux et caritatif, une journée de sensibilisation a été organisée, le 25 août 2025, par visioconférence au profit de ces associations dans les neuf (9) wilayas frontalières", précise le communiqué. Cette rencontre, animée par des cadres et experts du secteur de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, des représentants du Commandement de la Gendarmerie nationale (GN), de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) et de l'Observatoire national de la société civile (ONSC), visait à "élever le niveau de conscience des associations quant aux risques de leur exploitation dans le financement du terrorisme et les crimes financiers, et à renforcer leurs capacités en matière de gouvernance et de conformité aux lois pertinentes", note le communiqué.

DÉVELOPPEMENT DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE

Le ministre fixe les priorités

Par S R.

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Youcef Cherfa, a présidé hier une rencontre nationale avec les directeurs de wilayas de la pêche et de l'aquaculture, consacrée à l'examen de plusieurs dossiers, a indiqué le ministère dans un communiqué.

Cette réunion, précise la même source, a permis d'évaluer les différentes activités du secteur, notamment le développement de l'aquaculture, la relance de l'exploitation de la flotte de pêche maritime, ainsi que la préparation de la 10e édition du Salon international de la pêche et de l'aquaculture, prévue début novembre prochain, en plus d'autres dossiers connexes.

Lors de cette rencontre, à laquelle ont pris part les cadres centraux, il a été rappelé les objectifs assignés au secteur, en particulier ceux liés à l'aquaculture, aussi bien marine que continentale, qui connaît une dynamique importante grâce aux mesures incitatives prises par les pouvoirs publics en matière de soutien aux producteurs et d'élargissement de l'aquaculture intégrée à l'agriculture. À ce propos, le ministre Cherfa a affirmé que « l'élevage du tilapia rouge constitue une priorité pour le secteur » et que toutes les wilayas sont tenues de s'engager dans le programme d'élevage de cette espèce de poisson, qui sera intégrée à la liste des produits de large consommation soutenus par l'État.

Il a également donné des instructions aux directeurs de wilayas afin d'insuffler une impulsion plus forte à l'aquaculture marine et de mettre à disposition toutes les facilitations nécessaires aux opérateurs souhaitant investir dans ce domaine, ainsi que dans la création de fermes d'engraissement du thon rouge.

ENTREPRISE NATIONALE DE CHARPENTE ET DE CHAUDRONNERIE (ENCC)

Un acteur majeur de la substitution à l'importation

Par M. A.

L'Entreprise Nationale de Charpente et de Chaudronnerie (ENCC), filiale du groupe IMETAL, s'illustre aujourd'hui comme un pilier du développement industriel en Algérie.

Sa mission : fournir aux secteurs stratégiques des équipements nationaux répondant aux standards internationaux, et réduire ainsi une facture d'importation qui pesait lourdement sur l'économie.

Parmi ses principales réalisations figurent la conception et la fabrication de stations-service fixes et mobiles, la production de réservoirs de carburant et de GPL, ainsi que d'équipements lourds destinés à l'énergie, aux travaux publics et aux infrastructures portuaires. « Nous avons réussi à développer localement des produits qui étaient importés à coût élevé. Aujourd'hui, leur taux d'intégration est proche de 100 % grâce aux compétences algériennes », a affirmé Abderrahmane Lebane, responsable de la production, lors de son intervention à la télévision algérienne.

Avec plus de 640 employés mobilisés dans ses ateliers modernes, l'ENCC s'appuie sur des procédés de pointe, combinant numérisation, machines à commande numérique et respect rigoureux des normes de qualité. « Nos équipements sont conçus selon les standards internationaux exigés par nos partenaires tels que Sonatrach et Naftal. C'est cette rigueur qui nous permet de rivaliser avec les produits importés », a en outre souligné M. Lebane.

L'entreprise a ainsi franchi un cap décisif avec la fabrication du séparateur de gaz trois phases, en partenariat avec Sonatrach, un équipement jusqu'ici importé à prix élevé. Elle a également remis en service des grues portuaires, fabriqué des stations de dragage pour le désenvasement des barrages et lancé une usine de carbonate de calcium, entièrement conçue et exploitée par des compétences nationales.

Vers une ouverture africaine et internationale

Si l'ENCC a déjà permis à l'Algérie de réaliser un haut niveau d'autosuffisance industrielle dans plusieurs filières, elle vise désormais un déploiement hors des frontières. L'Afrique, où de nombreux pays dépendent encore des importations coûteuses, constitue son premier horizon.

« Notre objectif est clair : offrir aux pays africains des solutions industrielles compétitives, fiables et 100 % "Made in Algeria" », a expliqué Abderrahmane Lebane.

L'entreprise s'apprête à participer à la Foire commerciale intra-africaine, où plus de 140 pays seront présents, une opportunité stratégique pour nouer de nouveaux partenariats et franchir le pas de l'exportation.

« L'Algérie dispose de la matière première, de la compétence humaine et de la volonté politique. Nous avons les moyens de faire rayonner notre industrie au-delà de nos frontières », a ajouté le responsable.

En contribuant à la transition énergétique par la fabrication de réservoirs GPL, en soutenant la sécurité hydrique grâce à des équipements destinés aux stations de dessalement, et en poursuivant sa politique de diversification industrielle, l'ENCC illustre la capacité de l'industrie algérienne à s'imposer sur son marché intérieur tout en visant les marchés africains et, à terme, européens.

CONCOURS NATIONAL DE RECRUTEMENT D'ALGÉRIE POSTE

Les annonces du ministre de la Poste et des Télécommunications

Le Directeur général par intérim d'Algérie Poste, Mohamed Tazir, a annoncé, lundi depuis la wilaya d'El-Bayadh, que le concours national de recrutement de l'entreprise sera bientôt organisé sous forme numérique et à distance, sans devoir passer par les centres d'examen. M. Tazir a précisé à l'APS, en marge de la visite de travail et d'inspection du ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid-Ali Zerrouki, dans la wilaya, que le concours est prévu pour la fin du mois de septembre prochain. Il se déroulera entièrement en ligne et à distance, permettant ainsi aux candidats de participer depuis n'importe quel endroit, en utilisant simplement un smartphone, une tablette ou un ordinateur. Cette nouvelle modalité vise à faciliter la participation de tous les candidats inscrits, dans le cadre de l'application du principe d'égalité des chances, en assurant transparence et équité dans le déroulement du concours. Le nombre de candidats inscrits à ce concours national dépasse 182.000 postulants, qui se disputeront 773 postes répartis entre les fonctions suivantes: chargés de la clientèle, agents postaux, facteurs, chauffeurs poids léger, et chauffeurs poids lourd. Pour rappel, ce concours avait été reporté, précédemment, en raison de problèmes techniques, selon la même source.

FOURNITURES SCOLAIRES

Producteurs et importateurs autorisés à vendre directement aux détaillants

Le ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Tayeb Zitouni, a donné, lundi, des instructions pour autoriser les producteurs et les importateurs de fournitures scolaires à vendre directement aux détaillants afin de réduire les intermédiaires et de diminuer les coûts de distribution, indique un communiqué du ministère.

Ces instructions ont été données lors d'une réunion de coordination présidée par M. Zitouni, en présence des cadres centraux du ministère, consacrée à l'examen de nombre de dossiers relatifs au contrôle économique, à l'approvisionnement du marché et aux foires dédiées aux fournitures scolaires. Après avoir suivi des exposés détaillés sur l'état du marché national et les campagnes de contrôle menées récemment, notamment les interventions sur le terrain, les infractions enregistrées et les mesures juridiques prises, le ministre a insisté sur la nécessité de poursuivre et d'intensifier les opérations de contrôle, en particulier durant cette période de canicule dans certaines wilayas, afin de réduire les risques d'intoxication alimentaire et de protéger la santé des consommateurs.

S'agissant des foires dédiées aux fournitures scolaires, M. Zitouni a souligné "la nécessité d'en faire des espaces économiques offrant une diversité de produits de qualité à des prix réduits, contribuant ainsi au renforcement du pouvoir d'achat des ménages".

Le ministre a également ordonné aux cadres du ministère de se rendre sur le terrain pour s'enquérir de l'organisation et veiller au bon déroulement de l'opération, en vue d'atteindre les objectifs économiques et sociaux escomptés, selon le communiqué.

Dans le même contexte, "le ministre a donné des instructions pour autoriser les producteurs et les importateurs à vendre directement aux détaillants afin de réduire les intermédiaires et de diminuer les coûts de distribution", conclut le communiqué.

CAMPAGNE NATIONALE DE NETTOYAGE DES OUEDS ET DES AVALOIRS

Le ministre de l'Hydraulique ordonne la mobilisation des agents du secteur

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a ordonné, mardi à Tiaret, la mobilisation des agents du secteur de l'hydraulique, en coopération avec les collectivités locales, pour garantir la réussite de la campagne nationale de nettoyage des oueds, avaloirs et canalisations, afin de prévenir les inondations. M. Derbal a souligné, lors de la mise en service de la deuxième tranche du projet de protection de la ville de Ksar Chellala, dans le cadre de sa visite dans la région, qu'"il est impératif de réussir la campagne nationale de nettoyage des oueds, avaloirs et réseaux d'évacuation, lancée récemment en coordination avec le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, pour éviter les inondations pendant la saison automnale des pluies". Il a ordonné aux agents du secteur, y compris les établissements sous tutelle, comme l'Office national de l'assainissement, de contribuer activement à cette opération et de collaborer étroitement avec les collectivités locales en mobilisant les moyens humains et matériels nécessaires pour achever cette opération dans les meilleurs délais. Pour rappel, la deuxième tranche du projet de protection de la ville de Ksar Chellala contre les inondations a porté sur la réhabilitation de 3.000 mètres de canalisations vétustes, la réalisation de 3.900 mètres de nouvelles canalisations à ciel ouvert, et la remise en état de 18.900 mètres de réseaux d'assainissement à l'intérieur de la ville. Par ailleurs, à Rechaïga, M. Derbal a supervisé la mise en service d'un projet de renforcement du réseau d'eau potable de la commune. Ce projet comprend la réalisation de deux forages profonds fournissant 20 litres par seconde, un réservoir d'eau de 1.000 mètres cubes et le raccordement à un autre réservoir sur une distance de 5,5 km en direction de la ville.

MÉTAUX PRÉCIEUX

L'or poursuit sa hausse

Les prix de l'or ont grimpé mardi à leur plus haut niveau depuis le 11 août, après que le président américain Donald Trump a annoncé le départ de la gouverneure de la Réserve fédérale, Lisa Cook, une décision jugée préoccupante pour l'indépendance de la banque centrale. L'or au comptant gagnait 0,4 % à 3.379,05 dollars l'once, tandis que les contrats à terme sur l'or américain pour livraison en décembre progressaient de 0,3 % à 3.425,80 dollars.

Trump a invoqué des irrégularités liées à des emprunts hypothécaires pour justifier ce limogeage inédit. Selon des analystes ,"les investisseurs voient dans ce geste une tentative d'influencer la composition de la Fed, ce qui accroît l'incertitude et renforce l'attrait pour l'or". Le métal jaune, qui ne génère pas de rendement, bénéficie généralement d'un environnement de taux bas et d'instabilité économique. Vendredi, le président de la Fed, Jerome Powell, a évoqué une possible baisse des taux lors de la prochaine réunion, tout en soulignant que l'inflation restait une menace. Les investisseurs attendent les chiffres de l'inflation qui seront publiés vendredi pour anticiper la prochaine décision de la Fed.

Sur les autres métaux précieux, l'argent au comptant avançait de 0,4 % à 38,71 dollars l'once, le platine reculait de 0,4 % à 1 336,66 dollars, tandis que le palladium gagnait 0,7 % à 1.093,50 dollars.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	430,00	NC	0,00	1,52	2,09	7,59	8,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1415,00	+1,07	-0,27	-0,10	9,10	5,50	37370	52 878 550,00
BIOPHARM	BIO	2 500,00	NC	0,00	0,00	5,12	7,50	7,20	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 261,00	2283,00	0,09	0,03	0,57	10,89	5,48	3947	9 011 001,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,24	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	384,00	NC	0,00	-2,66	-5,62	3,63	5,47	0	0,00

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 24 أوت 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 24 Août 2025

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	أسعار التجزئة[1] دج / كلغ المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	60	68	53	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	83	98	68	الطماطم	
	Oignon sec	48	55	41	البصل الجاف	
	Ail sec	516	598	434	الثوم الجاف	
	Carotte	101	112	90	الجزر	
	Navet	146	162	131	لفت	
	Poivron	102	116	88	الفلفل الاخضر	
	Piment	122	141	103	الفلفل الحار	
	Courgette	109	122	96	الكوسة	
	Haricot vert	225	250	201	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	145	160	130	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	349	431	268	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	607	735	479	التمر	
	Banane	440	451	427	الموز	
	Melon	85	96	74	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	75	85	65	البطيخ الاحمر	
	Raisin	232	296	168	العنب	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1801	1928	1675	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	347	359	334	الدجاج	
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	97	102	91	حليب البقر (لتر)	

L'ALGÉRIE AU CŒUR DE L'INTÉGRATION AFRICAINE

Un engagement historique, résolument tourné vers l'avenir

Fidèle à son engagement panafricain, l'Algérie continue de consolider sa place en tant qu'acteur central dans le processus d'intégration continentale, à travers plusieurs initiatives diplomatiques et économiques en vue de favoriser l'émergence de l'Afrique sur la scène internationale et promouvoir un avenir commun, prospère et solidaire.

Synthèse R E.

En accueillant la 4e Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025) du 4 au 10 septembre prochain, l'Algérie confirme ainsi son engagement historique dans l'édification de l'intégration africaine, dans un contexte marqué par de multiples défis. Jouant un rôle déterminant dans la genèse et l'orientation de l'OUA (l'actuelle Union africaine, UA), l'Algérie a toujours milité pour l'émancipation des pays africains et leur indépendance, en s'inspirant particulièrement de sa propre lutte de libération contre le colonialisme français. Elle a historiquement utilisé sa diplomatie pour porter la voix de l'Afrique sur la scène internationale, en défendant la souveraineté des Etats, la réforme des institutions internationales pour une meilleure représentativité africaine. S'appuyant sur les principes de non-ingérence, d'autodétermination des peuples et du dialogue inclusif intra-africain, l'Algérie n'a cessé, depuis son indépendance en 1962, de lancer des initiatives pour le règlement des conflits, le rétablissement de la sécurité, la lutte contre le terrorisme et la criminalité transfrontalière organisée au niveau de son voisinage ainsi qu'à l'échelle continentale.

La stratégie adoptée sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, s'inscrit dans la continuité de ces efforts, à travers une vision de long terme en faveur de l'unité africaine et du rapprochement entre les pays du continent. Cette vision repose sur la solidarité active, un soutien mutuel face aux défis communs, et, surtout, une ambition économique claire, en initiant une nouvelle dynamique de croissance fondée sur les capacités internes de l'Afrique et portée par le commerce interafricain.

Dans le cadre du renforcement de la coopération continentale, l'Algérie s'est engagée dans plusieurs projets structurants, à l'exemple du projet de la route transsaharienne de 10.000 km reliant Alger-Lagos et qui traverse six pays (Algérie, Tunisie, Mali, Niger, Tchad et Nigeria) ainsi que la route Tindouf-Zouerate (Mauritanie), des axes routiers visant le désenclavement de toute la région du Sahel et le développement des échanges interafricains. L'Algérie a également investi dans des projets d'interconnexions énergétiques, à l'image du gazoduc transsaharien (TSGP) qui relie le Nigeria à l'Europe en passant par le Niger et l'Algérie, un projet phare devant permettre d'exporter 30 milliards de m3 de gaz vers le Vieux continent, tout en contribuant au développement des économies locales. Elle œuvre également à consolider son rôle d'acteur pivot dans l'intégration énergétique régionale à travers le groupe Sonelgaz, qui a signé récemment un accord avec le Système d'échanges d'énergie électrique Ouest Africain (West African Power Pool - WAPP), ainsi qu'un mémorandum d'entente avec l'Autorité de régulation régionale du secteur de l'électricité (ARREC) de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Ces conventions visent à favoriser la création d'un marché régional de l'électricité, condition essentielle à l'industrialisation et à la compétitivité économique des pays africains. Parmi les autres projets structurants, figure aussi la dorsale transsaharienne à fibre optique reliant l'Algérie au Niger, au Nigéria, au Tchad, au Mali et à la Mauritanie, visant à renforcer la connectivité et le développement numérique du continent. L'Algérie a, par ailleurs, créé l'Agence algérienne de coopération internationale pour la solidarité et le développement, dotée d'un fonds d'un milliard de dollars pour le financement des projets de développement dans plusieurs pays africains. Attachée à l'intégration économique africaine, l'Algérie compte parmi les premiers pays membres de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) levant toutes les barrières tarifaires dans cet espace qui couvre un marché de 1,4 milliard de personnes et constitue la plus grande zone de libre-échange au monde depuis la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). L'Algérie se distingue aussi par sa mise en œuvre concrète des mécanismes de la ZLECAf. Elle a officiellement rejoint la Guided Trade Initiative (GTI) le 16 décembre 2023, devenant parmi les premier pays à activer ce dispositif pilote favorisant le commerce intra-africain sans barrières. Elle met également son expérience au service des pays africains en matière de formation des ressources humaines, notamment de cadres africains dans les secteurs pétrolier et gazier favorisant ainsi le transfert de savoir-faire et de technologie. Le renforcement des liaisons aériennes avec les capitales africaines via la compagnie nationale Air Algérie, ainsi que des partenariats avec d'autres compagnies du continent, figurent parmi les actions prioritaires pour rapprocher davantage les pays africains. Ces initiatives illustrent une politique constante de l'Algérie, celle de faire de l'intégration continentale un pilier stratégique et une responsabilité historique. Forte de son héritage militant et de son poids économique, l'Algérie entend continuer à jouer un rôle moteur pour construire une Afrique unie, résiliente et souveraine, capable d'imposer sa voix dans la gouvernance mondiale.

DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE AÉRONAUTIQUE EN ALGÉRIE

Les recommandations d'un expert

Par M. A.

L'Algérie a toutes les cartes en main pour bâtir une véritable industrie aéronautique. Le pays possède les ressources humaines et naturelles nécessaires pour s'imposer dans ce domaine stratégique, a indiqué Mohamed Cherif Bouchareb, expert en aéronautique et cadre chez Airbus en Allemagne,.

Selon lui, le pays devrait commencer par développer une aviation domestique adaptée à son vaste territoire de plus de deux millions de km². « Nous avons besoin de petits avions pour relier l'est à l'ouest, le nord au sud, dans un pays-continent où la mobilité est un enjeu vital », a-t-il expliqué sur les ondes de la radio Algérie internationale. Pour cela, il a plaidé pour la mise en place d'écoles spécialisées, la création de petits aéroports régionaux et une politique d'attraction des compétences, locales comme étrangères. Bouchareb n'a pas hésité à comparer l'Algérie à la Corée du Sud, « un pays plus petit, qui a su devenir un géant industriel grâce à la formation, la rigueur et la persévérance».

Selon lui, l'Algérie doit rompre avec la dépendance aux importations et miser sur une production locale, étape par étape : « Il serait judicieux de commencer par l'automobile, notamment les véhicules électriques, avant de franchir le cap de l'aéronautique », a-t-il insisté.

S'il s'est dit impressionné par les nouvelles lois sur l'investissement et par les réformes récentes, il a toutefois mis en garde contre le manque de continuité : « En Algérie, les rencontres et les conférences sont nombreuses, mais il faut aller au-delà des annonces et assurer la mise en œuvre des projets ». En conclusion, il est convaincu que l'Algérie a les moyens de réussir : « L'Algérie a tout pour réussir : ses compétences, ses ressources et son emplacement stratégique. Ce qu'il manque, c'est la mise en action. Il faut cesser de rêver l'industrie et commencer à la construire».

LA ROUTE TRANSSAHARIENNE

Symbole de l'engagement algérien pour une Afrique intégrée

Par R E

Considérée comme l'un des projets d'infrastructure les plus ambitieux du continent, la route transsaharienne constitue un symbole de l'engagement de l'Algérie à transformer l'idéal d'intégration africaine en réalité économique durable. Reliant Alger à Lagos (Nigeria), la route transsaharienne est l'un des neuf principaux corridors autoroutiers transafricains, avec près de 10.000 km traversant six pays (Algérie, Tunisie, Mali, Niger, Tchad, Nigeria). L'Algérie, consciente de sa position géostratégique de carrefour entre Méditerranée et Afrique subsaharienne, avait alors pris l'initiative de lancer cette infrastructure qui est l'un des plus anciens corridors routiers transnationaux d'Afrique, mais aussi l'un des plus complets. Aujourd'hui, son taux de réalisation globale dépasse les 90% et elle est entièrement achevée dans sa section algérienne (2.400 km). Le projet a progressivement pris forme grâce à une coopération multilatérale étroite à travers le Comité de liaison de la route transsaharienne (CLRT), dont le siège est à Alger, et à l'appui d'organismes panafricains et internationaux (Union africaine, Banque africaine de développement, Banque islamique de développement). En facilitant le transport de marchandises, de matières premières et de produits agricoles, la route contribue à réduire les coûts logistiques, à dynamiser les échanges et à désenclaver des territoires longtemps marginalisés. Elle offre également une alternative terrestre aux circuits commerciaux maritimes et aériens, souvent coûteux pour les opérateurs des pays enclavés, notamment ceux du Sahel. La route transsaharienne joue ainsi un rôle clé dans la concrétisation de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), en fournissant un support physique aux ambitions politiques d'intégration. Cette infrastructure dessert en effet une population de plus de 400 millions de personnes sur un espace de 6 millions de km2, avec un fort potentiel pour les échanges intra-africains. La route transsaharienne est également un exemple du rôle moteur que joue l'Algérie dans la promotion d'initiatives panafricaines. En investissant massivement dans la construction et l'entretien de son tronçon -l'un des plus longs- elle démontre son engagement à rapprocher les économies du continent, dans le cadre d'une vision plus large : faire de l'Afrique un espace intégré, autonome et compétitif face aux grands blocs économiques mondiaux. Souvent citée comme "l'autoroute de l'unité africaine", la route transsaharienne témoigne de la capacité des pays du continent à bâtir ensemble des projets structurants, avec l'Algérie en éclaireur. Cette ambition algérienne se concrétise aussi à travers d'autres projets complémentaires en cours de réalisation, parmi lesquels la route Tindouf-Zouerate (840 km) qui permettra de connecter la route transsaharienne à la Mauritanie et de consolider le corridor en ouvrant une nouvelle voie vers l'Afrique de l'Ouest. Des défis restent encore à relever, notamment en matière de modernisation de certains tronçons, mais le symbole est fort : la route transsaharienne est déjà une réalité et elle incarne le choix stratégique de l'Algérie de se tourner résolument vers son continent. Ce choix sera confirmé une nouvelle fois lors de la 4e Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025) qui se tiendra à Alger du 4 au 10 septembre prochain.

ADRAR

Un incendie ravage une centaine de palmiers

Pas moins de 115 palmiers-dattiers ont été ravagés dans un incendie qui s'est déclaré dans la palmeraie de Ksar Adgha à Adrar, et aucune perte humaine n'a été enregistrée, a-t-on appris lundi des services de la Protection civile.
L'intervention rapide des sapeurs-pompiers soutenus par des éléments de l'Armée nationale populaire (ANP) a permis, en huit heures, de limiter les dégâts et d'éviter la propagation des flammes aux palmeraies voisines, a-t-on précisé.
D'importants moyens logistiques, dont des camions anti-incendie de la colonne mobile de la Protection civile, des camions citernes de l'ANP et un engin relevant des services des Travaux-publics, ont été mobilisés pour maitriser l'incendie, qui s'est déclaré dimanche soir.
Les mêmes services ont rappelé les mesures indispensables que les agriculteurs notamment doivent respecter dans le cadre de prévention et de lutte contre les feux de palmeraies.

BORDJ BOU ARRERIDJ

Lancement d'une campagne de contrôle des véhicules

Une campagne d'inspection et de contrôle des véhicules de transport public des personnes, des marchandises et des taxis a été lancée dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj, à-on appris lundi auprès du directeur de wilaya des transports, Ali Barkat.
Le même responsable a précisé à l'APS que cette campagne de contrôle sur terrain, lancée par la cellule de contrôle et d'inspection de la direction des transports en coordination avec les services de la sûreté de wilaya vise à vérifier le respect par les propriétaires de bus de transport public et des taxis urbains des conditions de sécurité et d'hygiène contenues dans le cahier des charges y compris concernant la tarification légale et verbaliser les contrevenants et s'assurer également de la conformité des véhicules aux normes en suivant les rapports périodiques de contrôle technique, notamment les bus.
La même source a indiqué que cette campagne se poursuivra à travers toutes les communes de la wilaya dans le cadre des efforts visant à assurer des services de transport à la hauteur des aspirations des citoyens de wilaya qui constituent une région de transit à la jonction de plusieurs wilayas.

KHENCHELA

Une enveloppe de 225 millions de dinars pour des projets d'amélioration urbaine dans quatre communes

Une enveloppe financière de 225 millions de dinars a été allouée à des projets d'amélioration urbaine dans des cités situées dans 4 communes de la wilaya de Khenchela, a indiqué, lundi, le directeur intérimaire de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction, Salim Mebarkia.

Le même responsable a précisé, dans une déclaration à l'APS, que ce montant, puisé de la caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales, financera des travaux d'amélioration urbaine dans les communes de Khenchela, de Chechar, d'Aïn Touila et de M'sara.
M. Mebarkia a ajouté que des travaux en question seront lancés "prochainement" pour être livrés au bout d'un délai de 3 mois, comme stipulé sur le cahier des charges.
Les sites concernés par cette action destinée à améliorer les conditions de vie des citoyens, sont les cités "El Badr", dans la commune de Chechar, et "El Djazira" (commune M'sara), le groupement urbain Belguitane (Ain Touila) et la cité des "748 logements" à Khenchela-ville.
L'action donnera lieu à la réalisation des réseaux d'assainissement, au revêtement des chaussées, au dallage des trottoirs et au raccordement au réseau de l'éclairage public, selon la même source.

RELIZANE

Lancement des travaux de réalisation de quatre établissements scolaires

La wilaya de Relizane a récemment lancé la réalisation de quatre (4) établissements scolaires destinés à renforcer les infrastructures du secteur de l'éducation et à améliorer les conditions de scolarisation des élèves, a-t-on appris, mardi, auprès de la Direction des équipements publics. Il s'agit de collèges d'enseignement moyen (CEM) de type "6" implantés dans les communes de Ammi Moussa, Oued R'hiou, Yellel et Bendaoud, selon la même source.
Les délais de réalisation de ces structures sont fixés entre 8 et 10 mois, affirme-t-on de même source, détaillant que ces CEM comprendront 24 salles de classe, 4 laboratoires, 2 salles d'informatique, 2 ateliers d'éducation musicale, une salle de lecture, une salle de sport, ainsi qu'un amphithéâtre. Ils disposeront également de structures administratives et de logements de fonction, selon la même direction. Pour rappel, la wilaya avait bénéficié, lors de la précédente rentrée scolaire, d'une annexe de lycée dans la commune de Belacel Bouzegza et d'une école primaire au douar Boukerouas de la commune d'El Matmar, en plus de l'ouverture de 12 nouvelles cantines scolaires. A noter que le secteur de l'éducation dans la wilaya de Relizane compte 678 établissements scolaires, dont 493 écoles primaires, 125 CEM et 60 lycées.

TIZI-OUZOU

Remise en service de l'usine de dessalement d'eau de mer de Tigzirt

L'usine de dessalement d'eau de mer de Tigzirt (Tizi-Ouzou), à l'arrêt depuis novembre 2023, a été remise en service dimanche soir après l'achèvement des travaux de réhabilitation, indique lundi un communiqué de l'unité de wilaya de l'Algérienne des Eaux (ADE). La remise en service de l'usine a été effectuée après des travaux qui ont porté sur le remplacement de la conduite d'approvisionnement en eau de mer de 400 mètres linéaires. Une conduite d'un diamètre de 400 mm a été installée en mer à une profondeur de 12 mètres, précise la même source. De nombreux composants électroniques et électriques du système de contrôle principal de l'usine de dessalement ont également été renouvelés. Ces travaux ont été réalisés par des équipes techniques de l'unité de Tizi Ouzou de l'ADE, avec l'aide des équipes de l'unité de production du barrage de Koudiat Asserdoune (wilaya de Bouira). Ainsi remise en service, l'usine de dessalement d'eau de mer de Tigzirt, dotée d'une capacité de production de 600 m³/jour, permettra d'améliorer l'alimentation en eau potable des quartiers du centre-ville de cette localité balnéaire par l'augmentation des heures de distribution, ajoute la même source.

CHLEF

Production de plus de 663.000 qx de céréales

Une production de plus de 663.000 qx de céréales, toutes variétés confondues, a été réalisée à Chlef, au titre de la campagne agricole en cours, a-t-on appris, lundi, auprès de la direction des services agricoles (DSA).
Durant cette saison, la superficie dédiée à la céréaliculture a dépassé 56.000 hectares, dont 7.614 hectares de surfaces irriguées, a ajouté la même source.
Les périmètres céréaliers les plus productifs sont situés dans le bassin de Chlef, regroupant les daïras de Chlef, Boukadir et Oued Fodda. Les zones Nord et Sud de la wilaya ont néanmoins enregistré un recul, en raison des conditions climatiques défavorables, notamment le déficit pluviométrique, a précisé la DSA.
Concernant le stockage de la récolte, plus de 280.000 quintaux ont déjà été déposés auprès des coopératives des céréales et des légumes secs (CCLS). Parallèlement, le comité chargé du suivi de la campagne moisson-battage poursuit ses sorties de terrain afin de sensibiliser les agriculteurs sur l'importance d'acheminer leurs récoltes vers les CCLS.
Par ailleurs, une commission composée de représentants de la direction des services agricoles, de l'Institut technique des grandes cultures et de la CCLS, a effectué une visite dans deux exploitations privées d'El Karimia et Ouled Farès, en vue de superviser les cultures de tournesols.
L'initiative, louée par les investisseurs de la filière, s'inscrit dans le cadre de l'accompagnement technique et du développement des cultures oléagineuses.

EL TARF

Plus de 159.500 oiseaux d'eau migrateurs dénombrés depuis début 2025

Pas moins de 159.532 oiseaux d'eau migrateurs de différentes espèces ont été dénombrés depuis le début de l'année en cours (2025) à travers les barrages, lacs et retenues collinaires de la wilaya d'El Tarf, a-t-on appris auprès de la conservation des forêts.
Ces effectifs ont été recensés au cours de l'opération effectuée au milieu du mois de janvier passé de dénombrement hivernal des oiseaux d'eau migrateurs et appartiennent à plusieurs espèces dont le canard souchet, le canard siffleur, la sarcelle d'hiver, la poule d'eau et le grand cormoran, a indiqué, Mme Samiha Benterad, cheffe du bureau des espèces protégées, de la chasse et des activités cynégétiques de cette conservation.
Ces oiseaux ont été observés au niveau de cinq lacs (lac des oiseaux, Tonga, Obeira, El Mellah et le lac bleu), de trois barrages, le marais Mekheda et la retenue collinaire de la commune de Dréan de cette wilaya frontalière, selon la même source.
La sarcelle d'hiver a été l'espèce la plus observée avec 35.413 individus, suivie du canard siffleur avec 21.720 individus puis du canard souchet avec 16.943 individus, a relevé la même cadre.
La conservation des forêts a également mené au cours du mois de mai passé une autre opération de dénombrement des oiseaux d'eau migrateurs nicheurs, a rappelé la même source

L'erreur protectionniste de Donald Trump

Entre protectionnisme et libre-échange, c'est une vieille histoire, pas toujours très nette. La brutalité avec laquelle Donald Trump impose des droits de douane exorbitants n'est certainement pas une bonne méthode. Pour des raisons que l'on connaît mais aussi pour d'autres, la plupart du temps ignorées ou sous-estimées, qui notamment touchent aux droits de l'homme.

Par Jean-Philippe Feldman

Pratique connue depuis des millénaires, le protectionnisme entend contrôler la circulation des biens, des services et/ou des capitaux. L'un des grands spécialistes du sujet, Pascal Salin, le définissait comme un « ensemble de normes d'origine étatique qui consistent à limiter, à interdire ou à influencer les échanges internationaux ». Il sonne comme le « résultat d'un pouvoir de contrainte publique qui vient interférer avec les processus d'échange. » L'économiste libertarien l'interprétait comme un « nationalisme réglementaire (Pascal Salin, Libre-échange et protectionnisme, P.U.F., 1991, p. 3 ; Id., Le Libre-échange, P.U.F., 2002, pp. 3-4).

En haussant substantiellement les droits de douane, Donald Trump réactive une vieille tradition américaine, pourtant indéfendable.

Brève histoire du protectionnisme américain

On oublie trop souvent que, pays du laissez-faire, les Etats-Unis n'ont pendant longtemps pas été celui du laissez-passer.

Les droits de douane ont été généralement très élevés au XIXe siècle outre-Atlantique. Il en a été ainsi jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Ils ont ensuite décru de manière vertigineuse à compter de la ratification de l'accord du GATT sur les tarifs et le commerce en 1947, au point de devenir quasi nuls à la fin du mandat de Joe Biden. En revanche, avec les hausses annoncées tous azimuts au début de son second mandat, Donald Trump a en gros triplé ou quadruplé les droits de douane imposés par les Etats-Unis au reste du monde, avec d'importantes variations selon les pays concernés. Alors que la baisse de ces droits était quasi continue depuis la fin du dernier conflit mondial, le nouveau président américain a ainsi brutalement stoppé le mouvement.

Du protectionnisme intégral au protectionnisme limité

A dire vrai, aujourd'hui, il n'y a plus grand monde pour défendre un protectionnisme intégral, qui signifierait ni plus ni moins un régime autarcique pour chacun des États.

Au demeurant, les zélateurs du protectionnisme ont une vision schizophrénique des échanges selon laquelle les exportations sont bonnes et les importations mauvaises ! Si tout le monde raisonnait de cette manière, les échanges seraient en pratique impossibles. Rappelons à cet égard que, par effet de domino, à la suite notamment de la loi protectionniste américaine de 1930, le commerce mondial s'est rétracté d'environ 66 % en volume pendant la période 1929-1934, avec les conséquences dramatiques que l'on connaît.

C'est la raison pour laquelle les hommes politiques protectionnistes en sont venus à défendre un protectionnisme plus ou moins limité dont l'objectif officiel est de conserver certains avantages du libre-échange tout en y ajoutant tous les prétendus avantages du protectionnisme intégral. De là, les chantres d'un protectionnisme « intelligent » (par opposition, donc, à un protectionnisme aveugle ou stupide…), d'un protectionnisme « patriote » (par opposition, donc, à un protectionnisme apatride ou cosmopolite ?) ou encore d'un protectionnisme « solidaire » (par opposition, donc, à un protectionnisme égoïste). Nos lecteurs accoleront les expressions à tel ou tel homme politique français…

Le regrettable oubli des arguments juridiques contre le protectionnisme

Les termes du débat ont été largement fixés depuis le XVIIIe siècle. Les arguments, dans un sens comme dans l'autre, relèvent presque toujours de la sphère économique et ils sont presque toujours de nature utilitariste.

Selon ses détracteurs, le protectionnisme est un jeu perdant-perdant qui risque de verser dans la guerre économique.

Au fil des années, on en est même venu à considérer qu'il est pratiquement impossible de l'appliquer, tant l'économie est aujourd'hui « mondialisée ».

En contrepoint, le libre-échange constitue un jeu gagnant-gagnant car l'échange est par définition avantageux pour toutes parties prenantes, faute de quoi il n'aurait pas lieu (nous renvoyons sur ce dernier point nos lecteurs aux ouvrages de Pascal Salin cités plus haut).

La notion de guerre économique disparaît. Les grands économistes autrichiens du XXe siècle, Ludwig von Mises puis son élève Friedrich Hayek, ont remplacé le terme « économie » par celui de « catallaxie » pour distinguer une économie ouverte d'une économie politique étriquée.

La politique se retire de la sphère économique : il ne s'agit plus d'opposer des nationaux à des étrangers, de distinguer les amis des ennemis, comme le faisait le juriste nazi Carl Schmitt, mais au contraire de faire de ses ennemis des amis par le truchement de l'échange.

Cela dit, il y a une autre manière de défendre le libre-échange : en se plaçant sur le terrain juridique et plus précisément sur celui des droits de l'homme, ce qui en surprendra beaucoup.

Et pourtant, cette manière d'opérer doit primer le terrain économique. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si, dans les années 1840, Frédéric Bastiat, quoique économiste, fonde prioritairement sa position libre-échangiste sur des arguments en droit. L'échange est, pour lui, « un droit naturel comme la propriété ».

Priver un individu de la liberté d'échanger un produit qu'il a acquis ou créé, c'est méconnaître le développement de la prospérité et compromettre la paix. Or, aucun homme politique, fût-il élu par la majeure partie de la population, n'a légitimité pour empêcher ses concitoyens de commercer et d'échanger.

Il reste à savoir si la politique de Donald Trump ouvrira une simple parenthèse dans l'histoire des droits de douane aux Etats-Unis ou si, au contraire, elle marquera un retour durable au protectionnisme traditionnel outre-Atlantique depuis la fin du XVIIIe siècle.

Source : Contrepoints.org, publié le 25/08/2025

TUNISIE

Les exportations d'huile d'olive progressent

En Tunisie, l'huile d'olive constitue la principale production agricole d'exportation. Après une campagne 2023/2024 historique, la filière affiche déjà des résultats mitigés pour le compte de l'actuelle campagne de commercialisation en cours. La Tunisie a déjà placé 236 900 tonnes d'huile d'olive sur le marché international au cours des neuf premiers mois de la campagne de commercialisation 2024/2025, qui a débuté en novembre dernier. C'est ce qu'indique l'Observatoire national de l'Agriculture (Onagri) dans son dernier rapport de suivi des exportations de la denrée.

Le stock annoncé affiche une hausse de 36 % par rapport aux 173 900 tonnes expédiées au cours de la même période un an plus tôt. En outre, il dépasse déjà le stock total expédié par la filière tunisienne au cours de la campagne précédente (195 400 tonnes).

Toutefois, la filière n'a engrangé que 3,19 milliards de dinars (1,1 milliard $), une enveloppe qui s'affiche en recul de 31 % par rapport aux recettes de 4,62 milliards de dinars (1,6 milliard $) enregistrées sur les neuf premiers mois de la campagne précédente.

Ce paradoxe s'explique en grande partie par la chute des prix de la denrée sur le marché international.

D'après l'Onagri, le prix moyen de l'huile d'olive tunisienne en juillet 2025 a chuté de 50 % par rapport au même mois de l'année précédente, avec des variations allant de 7,35 DT/kg à 17,50 DT/kg selon les catégories.

Et pour cause, la campagne 2024/2025 est marquée par la relance de la production mondiale d'huile d'olive, suggérant une abondance de l'offre qui a fait baisser les prix de la denrée. Dans son dernier rapport sur le marché mondial des oléagineux, publié le 2 août dernier, le Département américain de l'Agriculture indiquait, par exemple, que la production mondiale d'huile d'olive a grimpé de 36 % au cours de cette campagne pour s'établir à 3,33 millions de tonnes.

Alors que la campagne tunisienne se poursuit, la filière devra gérer ces écarts entre l'augmentation des volumes exportés et la baisse des recettes.

PÉTROLE

La Libye veut s'appuyer sur les États-Unis pour défier le leadership nigérian

La Libye multiplie les ouvertures aux compagnies américaines pour relancer sa production, désormais proche de celle du Nigeria. Avec un objectif de 2 millions de barils/jour d'ici 2028, le pays pourrait rebattre les cartes du leadership énergétique africain.

Dimanche, la Compagnie publique libyenne de pétrole (NOC) a annoncé qu'elle s'apprête à organiser le premier Forum énergétique USA–Libye. L'événement, dont la date reste à préciser, vise à élargir les investissements américains dans le secteur pétrolier et gazier libyen, afin d'accélérer la production.

Ces derniers mois, Tripoli a multiplié les initiatives pour intéresser les entreprises américaines. Après l'annonce d'un protocole d'accord avec ExxonMobil et l'ouverture de 22 nouveaux blocs pétroliers et gaziers, une première en 17 ans, le gouvernement libyen a proposé à Washington un partenariat stratégique de 70 milliards de dollars, incluant l'énergie, les mines et les infrastructures.

Ces mesures visent à court terme à sécuriser des financements et l'expertise nécessaires pour atteindre 2 millions b/j d'ici 2028. La production libyenne a atteint 1,38 million b/j en août, confirmant une tendance ascendante.

Bataille en vue pour le leadership africain de l'or noir

Si cette accélération des efforts dans le pays traduit la volonté de consolider la place de la Libye sur le marché pétrolier africain, il ne faut pas perdre de vue que l'écart avec le Nigeria se réduit fortement.

Alors que la production nigériane oscille autour de 1,5 million b/j, Abuja cherche à faire relever son quota OPEP à 2 millions b/j d'ici 2027. Mais la persistance des problèmes structurels tels que les sabotages de pipelines, les retards de maintenance et le sous-investissement alimente même les doutes de la Banque centrale nigériane sur la faisabilité de cet objectif.

La Libye, malgré son instabilité politique, démontre pour sa part une maîtrise opérationnelle croissante et un engagement affiché pour plus de transparence.

Si Tripoli parvient à maintenir la stabilité de ses installations et à concrétiser les engagements américains et européens, elle pourrait franchir plus rapidement le cap des 2 millions b/j.

À l'inverse, un retour des tensions armées ou un blocage institutionnel relancerait la fragilité structurelle.

Pour le Nigeria, le prochain test sera la réunion ministérielle de l'OPEP en novembre, qui dira si Abuja peut transformer sa reprise technique en relèvement officiel de quota. La compétition reste ouverte, mais pour la première fois depuis plus d'une décennie, la Libye paraît en position de rattraper, voire de devancer, son rival ouest-africain.

ARABIE SAOUDITE

SAMI et Amentum s'allient pour renforcer la défense terrestre

Saudi Arabian Military Industries (SAMI) a signé un accord de coopération avec l'entreprise américaine Amentum pour renforcer les systèmes de défense terrestre du Royaume, améliorer la maintenance et la remise à niveau, et localiser la production de pièces détachées.

La cérémonie de signature s'est tenue en présence de figures clés des deux entreprises, dont Mohammed Al-Hodaib, vice-président exécutif de SAMI Land, et Feras Al-Hassoun, directeur des ventes opérationnelles pour le Moyen-Orient chez Amentum, un leader mondial des solutions technologiques et d'ingénierie avancées.

Dans le cadre de la Vision 2030, l'Arabie saoudite poursuit activement son objectif d'autosuffisance en matière de défense. SAMI vise à localiser 50 % des dépenses de défense du Royaume en s'appuyant sur des partenariats mondiaux et des coentreprises avec des fabricants internationaux de premier plan.

« Cet accord marque une étape déterminante dans le renforcement de la préparation de nos systèmes terrestres, dans la localisation des pièces détachées et dans la consolidation de notre position de leader national en matière de maintenance et de soutien de défense », déclaré le champion saoudien de la défense et de la sécurité nationale, qui opère sous l'égide du Fonds d'investissement public (PIF), dans un communiqué.

En juillet, SAMI, classé parmi les 100 premières entreprises de défense au monde, avait déjà signé des accords de transfert de technologie avec trois grands groupes turcs — Nurol Makina, FNSS et Aselsan — afin d'accélérer la fabrication localisée de systèmes terrestres avancés en Arabie saoudite.

SAMI Land avait alors réaffirmé son engagement à faire progresser les objectifs stratégiques en localisant les industries de défense, en renforçant les capacités industrielles, et en livrant des produits et services de haute qualité tout au long du cycle de vie des équipements.

SOCIÉTÉ ÉGYPTO-KOWEITIENNE EK HOLDING

Vers l'investissement de 200 millions $ en Egypte

La société holding égypto-koweïtienne envisage d'investir 200 millions de dollars en Egypte dans le cadre de son plan d'expansion jusqu'au milieu de l'année prochaine a affirmé le directeur général de la société John Rock dans déclarations à CNBC Arabia mardi 19 août.

Il a affirmé avoir enregistré d'importants taux de croissance dans tous les secteurs de l'entreprise au cours du premier semestre 2025.« La société AlexFert CO. a été affectée par la pénurie de gaz en Egypte, mais a bénéficié de la hausse des prix de l'urée à l'échelle mondiale », a-t-il ajouté. Il a fait savoir que la société a lancé ses activités commerciales en Arabie saoudite le mois dernier et a commencé à distribuer du gaz naturel dans le royaume. Selon le journal koweïtien Argaam, la Société égypto-koweïtienne (EK Holding) a affiché de solides résultats financiers durant le premier semestre 2025. L'entreprise a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 397 millions de dollars pour le semestre qui s'est achevé le 30 juin 2025, ce qui représente une croissance de 32 % par rapport à l'année précédente. Cette augmentation est le résultat de la performance de ses différents secteurs.

La société a maintenu des marges bénéficiaires élevées soutenue par l'importante augmentation de ses revenus dans l'ensemble de ses secteurs d'activité.

De plus, le bénéfice net a augmenté de 1 % sur un an pour atteindre 101 millions de dollars au premier semestre, avec une marge bénéficiaire nette de 26 %.

GUINÉE

94% des billets de banque circulent hors du circuit bancaire

La Guinée fait face à une pénurie de liquidité qui paralyse l'économie. Selon la Banque centrale, des billets de banque mis en circulation échappent au circuit bancaire. Cette situation limite l'offre de crédits et provoque des tensions sur les retraits des clients. Des discussions ont été ouvertes avec les banques pour proposer des mesures correctives.

En Guinée, près de 94% des billets de banque mis en circulation ne retournent pas dans le circuit bancaire, a déploré Mohamed Lamine Conté, premier vice-gouverneur de la Banque centrale de la République de Guinée (BCRG), lors d'une rencontre tenue le mardi 19 août 2025 avec l'Association professionnelle des banques (APB). Cette situation accentue la crise de liquidité que connaît le pays, fragilisant ainsi la disponibilité de cash dans le système financier. Sidy Mohamed Chérif, président de l'APB, a estimé que le franc guinéen circule effectivement dans l'économie. Cependant, a-t-il poursuivi, beaucoup de personnes préfèrent conserver leur argent à domicile plutôt que de le déposer en banque. Cette thésaurisation limite les dépôts dans les banques et complique leur rôle de financement de l'économie.

Les réponses de la Banque centrale

Pour l'APB, la solution à ce problème passe par la restauration de la confiance entre les citoyens, les entreprises et le système bancaire. M. Chérif a insisté sur l'importance de bâtir un climat de confiance avec les agents économiques afin de réintégrer ces ressources dans le circuit financier formel.

Pour faire face à la crise, la BCRG a pris plusieurs mesures dont : l'émission de nouveaux billets afin de remplacer les coupures usées, la promotion des paiements scripturaux (chèques, virements), des négociations avec les imprimeurs pour accélérer la production des billets, le renforcement des dispositifs de sécurité pour le transport et la distribution du cas. Malgré ces initiatives, la pénurie de liquidité persiste. C'est pourquoi ce dialogue plus structuré a été engagé avec les banques. L'objectif est de trouver de nouvelles pistes, notamment à travers la bancarisation et la digitalisation des paiements.

BURKINA FASO

Les réserves d'or de WAF atteignent désormais 202 tonnes

Fin juin, West African Resources a annoncé la mise en service de sa nouvelle mine d'or Kiaka au Burkina Faso. La compagnie, qui exploite déjà la mine Sanbrado dans le pays, prévoit aussi d'y lancer la production sur le gisement satellite Toega d'ici fin 2025.
Le portefeuille d'actifs aurifères de West African Resources (WAF), exclusivement concentré au Burkina Faso, affiche désormais 6,5 millions d'onces de réserves (environ 202 tonnes d'or). Cette mise à jour tirée du rapport financier du premier semestre publié par la société ce mardi 26 août marque une progression d'environ 2% par rapport aux 6,3 millions de réserves déclarées en juillet 2024.
Cette estimation représente le cumul des réserves aurifères actuelles de Sanbrado, Kiaka et Toega, les trois actifs pilotés par WAF au Burkina Faso. Après Sanbrado dont la mise en production remonte à 2020, Kiaka est devenue en juin dernier le deuxième projet exploité par la compagnie minière australienne dans le pays. Toega, un gisement satellite de Sanbrado, devrait quant à lui entrer en production d'ici fin 2025.
Grâce à leurs contributions respectives, WAF entend assurer une production moyenne annuelle de 480 000 onces sur les 10 prochaines années, avec un pic de 569 000 onces prévu en 2029.
Cette phase de croissance devrait démarrer dès cette année, où une production en hausse de 40% est attendue. En parallèle, les programmes d'exploration visant à terme une augmentation des réserves devraient se poursuivre, notamment à Sanbrado avec plus de 25 000 m de forages au diamant en cours sur la cible M5.
Notons que le gouvernement burkinabé détient 15% de parts dans chacun des trois projets, conformément au nouveau Code minier de 2024. WAF contrôle le reste du capital (85%).

NIGERIA

Un partenariat stratégique pour former 10 000 talents tech d'ici à 2030

Dans un Nigeria où le chômage des jeunes reste élevé et où le marché numérique se développe rapidement, former des talents tech devient crucial pour soutenir l'innovation, renforcer l'employabilité et stimuler l'économie digitale du pays.
Lundi 18 août, l'association mondiale ISACA, spécialisée dans la cybersécurité et l'audit informatique, et l'INGRYD Academy, académie technologique panafricaine dédiée à la formation et à l'insertion professionnelle, ont annoncé un partenariat visant à former 10 000 professionnels de la tech au Nigeria d'ici à 2030. Chaque année, 2000 étudiants bénéficieront d'un programme complet incluant des formations fondamentales, des certifications ISACA, une adhésion d'un an et un mentorat via les chapitres mondiaux de l'association. Les domaines visés comprennent la cybersécurité, l'audit informatique et les technologies émergentes.
Le programme vise à améliorer l'employabilité des jeunes Nigérians en leur offrant des compétences directement demandées sur le marché du travail. Selon la Banque mondiale, en 2024, plus de 40 % de la population active a moins de 25 ans, et le chômage des jeunes dépasse 35 % dans certaines régions. En renforçant l'expertise locale en cybersécurité et technologies numériques, l'initiative facilite l'accès à des postes qualifiés, réduit la dépendance aux talents étrangers et favorise l'innovation dans les entreprises locales et multinationales présentes au Nigeria.
L'économie digitale nigériane est l'une des plus dynamiques d'Afrique, avec une contribution estimée à environ 7 000 milliards de nairas (soit 4,56 milliards de dollars) au PIB au premier trimestre 2025, selon les données disponibles. Cependant, le déficit de compétences freine le développement des start-up et des industries tech locales. Ce partenariat de cinq ans s'inscrit dans la stratégie nationale de formation numérique et s'inspire de programmes similaires, comme le programme 3 Million Tech Talents (3MTT), qui vise à former trois millions de Nigérians d'ici à 2027.
L'impact de cette initiative dépendra de la capacité à maintenir la qualité des formations et à créer des débouchés professionnels tangibles. Des programmes comparables en Afrique du Sud et au Kenya montrent qu'un suivi post-formation et des partenariats avec le secteur privé sont essentiels pour transformer les compétences acquises en emplois stables. Les autorités, institutions éducatives et entreprises doivent collaborer pour maximiser l'impact, renforcer l'inclusion numérique et faire du Nigeria un hub technologique continental.

SEYCHELLES

Qair obtient un prêt de 5,7 millions $ pour son projet solaire flottant

Face à la forte dépendance au fioul importé, les Etats insulaires se tournent vers le solaire pour diversifier leur mix. La formule flottante, déjà testée ailleurs, offre une réponse adaptée au manque d'espace disponible.
Fortement dépendantes des importations de combustibles fossiles, les Seychelles avancent vers une énergie propre, locale et innovante. Le développeur indépendant Qair a en effet annoncé, le mercredi 20 août 2025, avoir obtenu un prêt senior de 5,7 millions $ auprès de la Facility for Energy Inclusion (FEI), gérée par Cygnum Capital, pour financer une centrale solaire flottante de 5,8 MWc sur l'île de Mahé.
Baptisé « Seysun Lagoon Floating PV », le projet est adossé à un contrat d'achat d'électricité de 25 ans signé avec la Public Utilities Corporation (PUC), fournisseur public d'électricité et d'eau. Il a été attribué à Qair à la suite d'un appel d'offres gouvernemental et sera mis en œuvre avec l'entreprise locale Vetiver Tech. La part de financement en fonds propres n'a pas été précisée. « Ce financement constitue une étape majeure pour Qair aux Seychelles. La centrale solaire flottante Seysun Lagoon sera la première du genre dans le pays, et nous remercions sincèrement la FEI pour sa confiance et son soutien, qui nous permettront de fournir une électricité propre et fiable à Mahé tout en accompagnant les objectifs de durabilité des Seychelles », a déclaré Olivier Gaering, directeur régional océan Indien chez Qair.
Inscrit dans la feuille de route nationale, ce projet contribue à l'objectif de 15% d'énergies renouvelables d'ici 2030, tel que défini dans les contributions déterminées au niveau national (NDC). En misant sur le solaire flottant, les Seychelles optent pour une solution adaptée aux contraintes foncières d'un petit Etat insulaire, tout en renforçant la sécurité énergétique.

BOURSE ZURICH

Apaisée, malgré les turbulences à la Fed et en France

La Bourse suisse affleurait à la surface mardi en fin de matinée, opérant une belle remontée après avoir ouvert en rouge carmin. L'ambiance restait troublée par des inquiétudes autour de l'indépendance de la Réserve fédérale (Fed), alors que son président Jerome Powell venait de rassurer les marchés quant à sa disposition à abaisser les taux, pour peu que soient réunies les conditions pour ce faire. La situation politique en France laissait aussi à désirer.

Le président étasunien Donald Trump a "limogé" lundi par message la gouverneure Lisa Cook, première femme afro-américaine à avoir été nommée au conseil des gouverneurs en 2022 par le président d'alors Joseph Robinette Biden. La principale intéressée conteste toutefois la décision et entend bien rester en place.
Paul Donovan, chez UBS, soupçonne l'occupant de la Maison Blanche de vouloir faire de la Fed son nouveau bouc émissaire pour l'insécurité économique qui s'est abattue sur les Etats-Unis, après en avoir dans un premier temps imputé la responsabilité aux étrangers. "Cette rhétorique est devenue plus difficile à maintenir depuis l'instauration des droits de douane, sans admettre que ceux-ci n'aident pas," observe le responsable de l'investissement pour la gestion de fortune de la banque aux trois clés.
"Les investisseurs doutent de plus en plus de la logique d'une baisse des taux dès septembre, alors que l'inflation repart aux États-Unis, que l'emploi montre des signes de faiblesse, que les indices évoluent à des sommets historiques et que l'incertitude politique comme géopolitique reste à son paroxysme," égraine John Plassard, associé de la banque Cité Gestion en charge de la stratégie d'investissement.
Plus près de chez nous, l'approche de la date fatidique du 8 septembre pour le vote de confiance au gouvernement français de François Bayrou n'enjoignait guère l'optimisme non plus. "Les partis d'opposition ont d'ores et déjà exclu tout soutien, augmentant le risque d'un nouvel effondrement," constate Ipek Ozkardeskaya, chez Swissquote. L'analyste vedette de la banque en ligne de Gland observe à cet effet un envol des écarts de taux entre les emprunts de l'Hexagone et les "Bunds" allemands.
A 10h50, le Swiss Market Index (SMI) grappillait désormais 0,02% à 12'208,44 points. Le Swiss Leader Index (SLI) cédait par contre encore 0,16% à 2015,29 points et le Swiss Performance Index (SPI) égarait 0,05% à 16'958,12 points.
Le nombre de gagnants parmi les trente et une principales valorisations avait été multiplié par quatre pour atteindre douze. Kühne+Nagel et Alcon oscillaient pour leur part autour de l'équilibre.
Le bon Lindt (+1,3%) menait toujours la danse, malgré l'absence de toute information particulière sur le chocolatier industriel zurichois. Le géant du placement temporaire Adecco (-2,6%) fermait la marche, sans plus de nouvelle.
L'actualité des entreprises en Suisse se concentrait d'ailleurs presque exclusivement sur le marché élargi, à l'exception des mastodontes pharmaceutiques. Le laboratoire suédois BioArctic a dévoilé la prise d'une option par Novartis (+0,6%) sur l'un de ses produits, dont l'exercice effectif pourrait lui rapporter plus de trois quart de milliard de dollars. Son voisin Roche (+0,4%) a fait poser par sa filiale locale Genentech la première pierre d'une future usine en Caroline du Nord, pour un investissement budgété à 700 millions de dollars.
Hors indice phare, l'opérateur d'aéroports Flughafen Zurich s'élevait de 2,3%, après avoir plus que comblé les attentes sur les six premiers mois de l'année. La direction se voit confortée dans sa confiance pour le reste de l'exercice.
A l'inverse, l'éditeur diversifié TX Group (-9,6%) a accusé un repli généralisé de l'ensemble de ses activités sur la même période. Le programme de rachat d'actions ou la perspective d'une introduction en Bourse de sa co-entreprises dans les petites annonces Swiss Market Place Group (SMG) semblaient ne pas suffire à amadouer les investisseurs.
Le spécialiste valdo-arizonien de la cybersécurité Kudelski (porteur -5,2%) a encore creusé ses pertes à mi-parcours en 2025, souffrant notamment d'une restructuration qui s'éternise.
Le verrier zurichois Vetropack (-6,8%) n'a dégagé que la moitié du bénéfice escompté au premier semestre, invoquant des conditions difficiles et d'importants frais de restructuration pour le démantèlement de l'usine vaudoise de St-Prex, dernier vestige de l'activité industriel du groupe en Suisse.
Les banques Valartis (inchangé) et VP Bank (-0,7%) ont toutes deux fait état de leurs performances respectives à mi-parcours, tout comme la société immobilière Intershop (+2,1%).

BOURSES ASIATIQUES

Incertitudes sur la Fed après le limogeage d'une responsable par Trump

Les Bourses asiatiques évoluent dans le rouge mardi, freinées notamment par des incertitudes quant à la marche de la politique monétaire de la Fed, dont Donald Trump a par ailleurs limogé l'une des responsables, faisant brièvement plonger le dollar. Le billet vert a dégringolé après l'annonce lundi par le président américain Donald Trump qu'il limogeait une gouverneure de la Réserve fédérale (Fed), Lisa Cook, sur des allégations de fraude pour un prêt immobilier personnel. La nouvelle, faisant jaillir les doutes sur l'indépendance de l'institution, a déclenché une vague d'achats de yens et de francs suisses d'investisseurs à la recherche de valeurs refuge. Après être descendu brièvement sous les 147 yens, le dollar récupérait, évoluant autour de 147,52 yens (-0,19%) vers 02H55 GMT. La monnaie japonaise était stable face à la devise européenne, à 171,69 yens pour un euro. La remontée du yen, mauvaise nouvelle pour les groupes exportateurs nippons, pesait sur l'indice Nikkei, qui reculait de 1,05% à 42.354,53 points à mi-séance, l'indice élargi Topix perdant lui 0,98% à 3.075,02 points. La Bourse de Hong Kong était en repli, victime de prises de bénéfices et des incertitudes sur le calendrier et l'ampleur des prochaines baisses de taux de la Fed. L'indice Hang Seng refluait de 0,36% à 25.735,74 points vers 02H45 GMT. L'indice composite de Shanghai abandonnait 0,16% à 3.877,16 points, tandis que celui de Shenzhen progressait de 0,15% à 2.440,02 points. Sur le marché du pétrole, vers 02H40 GMT, le prix du baril de Brent de la mer du Nord perdait 0,36% à 68,55 dollars et celui du baril de WTI américain 0,43% à 64,52 dollars.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 25 Août 2025
Valeur : 27 Août 2025

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	129.6356	129.6506
1	EUR	EURO	151.6348	151.6782
1	GBP	POUND STERLING	175.0177	175.1089
100	JPY	JAPANESE YEN	87.9840	88.0001
1	CNY	CHINESE YUAN	18.1271	18.1302
1	CHF	SWISS FRANC	161.4994	161.5987
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	93.6876	93.7120
1	DKK	DANISH KRONE	20.3159	20.3195
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.6052	13.6088
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.8337	12.8378
1	AED	UAE DIRHAM	35.2932	35.3021
1	SAR	SAUDI RIYAL	34.5501	34.5560
1	KWD	KUWAITI DINAR	424.4781	424.6662
1	TND	TUNISIAN DINAR	43.9311	44.3726
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.3204	14.3221
1	LYD	LIBYAN DINAR	23.8318	23.9539
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.2467	3.2567
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	176.7779	176.7779

POINT-MARCHÉS

Les Bourses mondiales dans le rouge, Paris plombée par Bayrou

Les marchés boursiers mondiaux ont reculé lundi, dans l'attente de la publication de nouvelles données économiques aux Etats-Unis, tandis que Paris a accusé le coup des annonces budgétaires du Premier ministre François Bayrou. En Europe, Francfort a perdu 0,37% et Milan 0,19%. La Bourse de Paris a elle cédé 1,59%. François Bayrou a annoncé qu'il solliciterait la confiance de l'Assemblée nationale le 8 septembre, abattant une nouvelle et périlleuse carte pour faire adopter son plan d'économies budgétaires, mais son gouvernement semble voué à tomber tant les oppositions refusent unanimement de lui accorder un sursis. Côté obligataire, le taux d'intérêt à dix ans de l'emprunt français a grimpé, passant à 3,51%, contre 3,42% vendredi en clôture. Le taux allemand de référence a atteint lui 2,75%, contre 2,72% vendredi.
La Bourse de Londres est fermée en raison d'un jour férié (Summer Bank Holiday). A Wall Street, le Dow Jones a reculé de 0,77%, l'indice Nasdaq de 0,22% et l'indice élargi S&P 500 a perdu 0,43%. Sur le marché du pétrole, le baril de Brent de la mer du Nord a gagné 1,58% à 68,80 dollars et celui du WTI américain a avancé de 1,79% à 64,80 dollars. Du côté des devises, la monnaie unique européenne reculait de 0,83% face au billet vert, à 1,1621 dollar pour un euro.

EXPORTATIONS DE TERRES RARES

Trump menace la Chine de 200% de surtaxe

L'État-parti chinois a imposé début avril une licence pour l'exportation de ces matériaux stratégiques, une décision perçue comme une mesure de rétorsion face aux droits de douane américains.

C'est l'une des armes fatales de Pékin, mais aussi l'un des principaux irritants du président américain. Le président américain Donald Trump a menacé lundi la Chine d'imposer autour de 200% de droits de douane sur les produits chinois entrant aux États-Unis si Pékin n'accélérait pas ses exportations d'aimants en terres rares. «Ils doivent nous donner des aimants. S'ils ne nous en donnent pas alors nous leur imposerons des droits de douane autour de 200%. Mais je pense que nous n'aurons pas de problème avec ça», a déclaré le président américain, en présence de son homologue sud-coréen Lee Jae-myung, lors d'un échange avec la presse dans le Bureau ovale. La Chine est le premier producteur mondial de terres rares, qui permettent notamment de fabriquer des aimants essentiels à l'industrie automobile, l'électronique ou encore l'armement. Mais l'État-parti chinois a imposé début avril une licence pour l'exportation de ces matériaux stratégiques, une décision perçue comme une mesure de rétorsion face aux droits de douane américains. Pékin et Washington s'étaient alors lancés dans une véritable guerre commerciale, répondant chacun aux hausses de droits de douane de l'autre, pour atteindre 125% et 145% de part et d'autre. Depuis, les négociations entre les deux premières puissances mondiales ont permis d'abaisser les tensions et le gouvernement chinois s'est engagé à accélérer la délivrance de licences pour un certain nombre d'entreprises américaines. «Je pense que nous avons une relation géniale avec la Chine, j'ai parlé assez récemment avec le président Xi (Jinping) et, à un moment dans l'année, nous devrions nous rendre en Chine», a ajouté Donald Trump. S'il a reconnu que Pékin disposait «d'atouts dans sa manche», il a cependant rappelé que «nous en avons d'assez incroyables également. Mais je ne veux pas jouer ces cartes car si je le faisais, cela détruirait la Chine» a-t-il prévenu.

CRISE DANS L'AUTOMOBILE ALLEMANDE

L'équipementier Schaeffler fermera son usine de Steinhagen d'ici 2026

Coup de froid sur les équipementiers allemands. Schaeffler a annoncé mardi la fermeture d'ici fin 2026 de son site de production de Steinhagen, en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, qui emploie environ 200 salariés, illustrant les difficultés persistantes du secteur automobile en Allemagne. La production de composants, essentiellement destinés à la transmission des automobiles ainsi qu'aux machines agricoles et de construction, sera transférée sur un site plus important à Schweinfurt (Bavière). Au final «plus de 100 postes» seront maintenus, explique le groupe.
Cette décision s'inscrit dans le cadre d'un vaste plan de restructuration dévoilé par le bavarois en novembre 2024, axé sur l'Europe et l'Allemagne. Il est destiné à renforcer la compétitivité du groupe dans un environnement marqué par une faible conjoncture, des pressions de coûts et une intensification de la concurrence. Le site de Steinhagen souffrait depuis des années d'une évolution négative du chiffre d'affaires, aggravée par une baisse structurelle des volumes et par la pression sur les prix. Divers scénarios alternatifs avaient été étudiés avec les représentants des salariés - nouveaux contrats, renégociations avec les fournisseurs, rationalisation de la gestion du site - mais se sont révélés insuffisants pour assurer sa pérennité. Des discussions doivent désormais s'ouvrir entre la direction et les représentants du personnel afin de définir les modalités de la fermeture et ce de la manière «la plus socialement acceptable possible», selon le communiqué.

FACE À UN TOURISME EN BAISSE

La Thaïlande offre 200000 billets d'avion aux visiteurs

Ces vols gratuits pourront être utilisés pour des liaisons intérieures réalisées cet automne. Mais à certaines conditions.
Pilier de la croissance du pays, le tourisme est en recul de 7% en Thaïlande cet été. Pour doper la fréquentation, notamment en arrière-saison, le ministère du tourisme a décidé de lancer une opération de promotion avec 200.000 billets d'avion gratuits offerts aux visiteurs.
Ces vols gratuits pourront être utilisés pour des liaisons intérieures réalisées cet automne (septembre à novembre).
Attention néanmoins, pour en profiter, il faut d'abord avoir réservé son voyage vers la Thaïlande avec une de ces compagnies aériennes: Thai Airways, Thai AirAsia, Bangkok Airways, Nok Air, Thai Lion Air et Thai Vietjet.
Une fois cette réservation effectuée, il sera possible d'obtenir un billet gratuit pour visiter une province locale. Selon le Bangkok Post, cette mesure coûtera à l'Etat 18,5 millions d'euros.
Le pays n'est pas le seul à offrir des billets d'avion gratuits. Le Japon le propose aussi mais pour des raisons exactement inverses. Profitant d'un engouement touristique sans précédent, le Japon cherche à inciter les visiteurs à se rendre vers des sites moins encombrés, moins connus comme Sapporo, ou Naha, sur l'île méridionale d'Okinawa. Le gouvernement et la compagnie aérienne JAL (Japan Airlines) ont ainsi annoncé que des billets gratuits (allers uniquement) pour des vols intérieurs vers ces destinations seront offerts aux touristes. Les touristes devront réserver leur vol international auprès de la compagnie JAL et acheter le trajet intérieur gratuit avec la même réservation. Un seul vol gratuit par voyageur est possible. Précisons que pour le moment, les touristes français ne pourront pas en profiter.

FRANCE

La confiance des ménages se replie légèrement en août

La confiance des ménages en France s'est légèrement repliée en août, après trois mois consécutifs de stabilité, a indiqué l'Insee mardi.
L'indicateur qui synthétise la confiance des ménages a diminué d'un point pour s'établir à 87, son plus bas niveau depuis octobre 2023, et la part des ménages qui jugent opportun d'épargner dans la période actuelle est en net repli. Le solde d'opinion correspondant perd sept points mais demeure au-dessus de sa moyenne de longue période. L'opinion des ménages concernant leur capacité à épargner reste quasi-stable en août. En revanche, les craintes concernant la situation financière personnelle future des ménages se dégrade légèrement. Après trois mois de stabilité, le solde d'opinion associé perd deux points, atteignant son plus bas niveau depuis septembre 2023. La proportion de ménages qui estiment pertinent d'effectuer des achats importants demeure quant à elle quasi-stable.
La perception du niveau de vie futur par les ménages est marquée par une nouvelle dégradation et les craintes relatives à l'évolution du chômage ont été en léger rebond en août.
Le solde d'opinion relatif au niveau de vie futur perd deux points, atteignant son plus bas niveau depuis mars 2023, le solde correspondant aux craintes liées au chômage gagne de son côté deux points. L'indicateur traduit également une crainte de l'inflation.
La part de ménages qui estiment que les prix vont augmenter dans les douze prochains mois augmente de nouveau et le solde d'opinion atteint son plus haut niveau depuis mars 2023, au-dessus de sa moyenne de longue période.
L'indice synthétique de confiance des ménages de juillet 2025 a été révisé par l'Institut national de la statistique à la baisse d'un point (après arrondi), à 88 au lieu de 89, finalement stable par rapport à juin.

ROYAUME-UNI

Accélération surprise de l'activité économique en août

L'activité du secteur privé a progressé en août au Royaume-Uni à son rythme le plus élevé depuis un an, une dynamique inattendue portée par les services, selon l'indice PMI Flash publié jeudi par S&P Global, qui insiste cependant sur la fragilité de l'environnement économique. Cet indicateur de croissance de référence s'est porté à 53 en août, un chiffre supérieur aux anticipations des analystes compilées par Bloomberg, après avoir atteint 51,5 en juillet - un indice supérieur à 50 signifie une expansion économique. «Le secteur des services a été le moteur de cette expansion, mais l'industrie manufacturière a également montré de nouveaux signes de stabilisation», souligne Chris Williamson économiste de S&P Global. Une telle vigueur constitue une surprise pour les analystes, le Royaume-Uni venant d'enregistrer à une croissance fragile de 0,3% au deuxième trimestre.
Pour Matt Swannell, analyste chez EY Item Club, les résultats de cette enquête doivent ainsi être pris «avec beaucoup de prudence» car «les conditions économiques indiquent toujours une croissance faible». «L'inflation augmente (+3,8% en juillet, NDLR) alors que la progression des salaires ralentit, la politique budgétaire se durcit (...) et l'incertitude persiste», relève-t-il. «Nous restons très sceptiques quant à la durabilité de cette performance», renchérit Matthew Ryan, analyste chez Ebury.
«Un été plus chaud que d'ordinaire profite probablement au secteur des services, soutenant notamment le commerce de détail, le tourisme et l'hôtellerie. Cependant, cela ne constituera probablement qu'un sursaut temporaire», développe-t-il, disant s'attendre «à un ralentissement de la croissance» d'ici la fin de l'année. L'enquête de S&P Global montre que les entreprises restent préoccupées par l'incertitude géopolitique, entre guerre commerciale et conflits en Ukraine et au Moyen-Orient, ainsi que par l'impact des récentes mesures gouvernementales, notamment la hausse des cotisations patronales entrée en vigueur en avril. Ces inquiétudes pourraient s'accentuer avec la perspective de nouvelles hausses d'impôts à l'automne, lors de la présentation du budget par la ministre des Finances, Rachel Reeves. Malgré des emprunts inférieurs aux prévisions en juillet, les analystes jugent ces hausses inévitables pour assurer l'équilibre du budget britannique.

Google Classroom détourné dans une cyberattaque massive qui touche 13 500 entreprises mondiales

Des hackers se livrent à une arnaque sophistiquée qui transforme Google Classroom, l'outil d'aide aux enseignants, en piège numérique redoutable. Plus de 115 000 faux messages ont visé 13 500 entreprises mondiales en une semaine.

Les chercheurs en cybersécurité de Check Point annoncent avoir identifié une opération de phishing d'envergure internationale qui détourne Google Classroom, la plateforme éducative de la suite Google Workspace. Entre le 6 et le 12 août 2025, des cybercriminels ont orchestré cinq vagues d'attaques coordonnées, qui reposaient sur la confiance des utilisateurs envers les services Google. Voilà une campagne, sophistiquée, qui révèle comment les hackers transforment des outils légitimes en vecteurs d'attaque pour infiltrer les systèmes d'entreprise.

Des hackers exploitent la confiance en Google pour infiltrer les boîtes mail professionnelles

Google Classroom, c'est cette plateforme que des millions d'étudiants et professeurs utilisent pour partager devoirs et cours en ligne. Figurez-vous que les pirates l'ont détournée avec une simplicité déconcertante. Ils ont créé de fausses classes et envoyé des invitations officielles, sauf qu'au lieu de cours de maths, on y trouve des propositions commerciales louches. Tout semble authentique, puisque ça vient vraiment des serveurs Google. Les victimes reçoivent donc un e-mail parfaitement légitime en apparence, avec logo Google et tout le tralala habituel. À l'intérieur, pas de leçon de géographie, mais des offres de référencement web ou de revente de produits. Et voici le piège final : un numéro WhatsApp à contacter. Pourquoi WhatsApp ? Car une fois la conversation déplacée sur cette messagerie privée, la surveillance de l'entreprise (de Google) n'opère plus, et les escrocs ont le champ libre. La technique fonctionne car nos réflexes de méfiance s'endorment face aux marques familières. Qui suspecterait Google de nous piéger ? Les filtres antispam eux-mêmes se font avoir, puisqu'ils voient un message Google officiel et le laissent passer. Le résultat, c'est que cinq vagues coordonnées ont déferlé sur l'Europe, l'Amérique, le Moyen-Orient et l'Asie, en touchant tous les secteurs d'activité sans distinction.

Comment se protéger contre le phishing via Google Classroom

La parade existe, et elle combine haute technologie et bon sens humain. Le spécialiste en cybersécurité CheckPoint dit avoir déployé son système SmartPhish, qui fonctionne comme un détective numérique. Plutôt que de simplement vérifier qui envoie le message, il analyse ce qu'il raconte et détecte les incohérences.

Un peu comme reconnaître un faux billet non pas à son apparence, mais aux détails qui clochent.

Mais la technologie seule ne suffit pas. Les entreprises doivent maintenant éduquer leurs équipes à cette règle d'or qui consiste à être systématiquement méfiant devant toute invitation surprise, même estampillée Google. Concrètement, si votre comptable reçoit soudain une invitation pour un cours de poterie numérique avec un contact WhatsApp, il y a anguille sous roche.

La formation devient aussi importante que l'antivirus.

Le plus troublant reste cette évolution des cybercriminels vers l'infiltration douce plutôt que l'attaque frontale. Ils comprennent que nous baissons la garde devant les marques respectables.

Cette campagne marque probablement le début d'une ère où chaque outil collaboratif peut devenir une porte dérobée. La vigilance permanente devient notre nouvelle normalité, même face aux géants technologiques qu'on pensait intouchables.

Apple testerait Google Gemini pour le futur de Siri

En discussions avec Google, Apple pourrait s'appuyer sur une version sur mesure de Gemini pour son assistant Siri. Mais aucun choix définitif n'a encore été arrêté. Lancé en 2011, Siri a longtemps été en avance. Mais aujourd'hui, l'assistant vocal d'Apple accuse un retard conséquent face à des concurrents comme Google Assistant ou Alexa d'Amazon. D'après un article de Mark Gurman de Bloomberg, Apple discute désormais avec Google pour tester une version sur mesure de Gemini, hébergée sur son cloud, afin d'alimenter la prochaine génération de son assistant vocal. La firme de Cupertino collabore déjà avec des partenaires tiers : Gemini est utilisé pour certaines fonctions de Visual Intelligence sur les derniers iPhone, tandis que ChatGPT d'OpenAI intervient pour d'autres services iOS.

Ce changement de cap intervient après le retard du « futur Siri », initialement prévu pour ce printemps et désormais repoussé à 2026. Toujours selon l'article, Apple en est encore aux « premières discussions » avec Google, qui entraînerait déjà une version de Gemini capable de fonctionner sur l'infrastructure cloud d'Apple.

Linwood vs Glenwood : deux visions pour le futur de Siri

En interne, l'entreprise mène un véritable duel technologique entre deux projets. Linwood repose entièrement sur des modèles internes, développés par Apple, tandis que Glenwood s'appuie sur une technologie externe, susceptible d'intégrer des modèles tiers comme Gemini. Cette approche dite de « bake-off » donnera à l'entreprise la possibilité de comparer directement performances, rapidité, pertinence des réponses et capacité d'intégration dans son écosystème.

Selon les dernières rumeurs, Cupertino avait auparavant négocié avec OpenAI et Anthropic. Cependant, les exigences financières élevées d'Anthropic ont poussé la firme à explorer d'autres alternatives, incluant Google Gemini. À ce jour, aucun accord définitif n'a été conclu avec Google, OpenAI ou Anthropic.

Brèves

Netskope lance son IPO

Le spécialiste du SASE a déposé son document d'introduction en bourse auprès de la SEC. L'entreprise ne donne pas d'indication sur le montant qu'elle souhaite lever, ni sur sa valorisation. Depuis sa création, elle a obtenu un financement de 1,4 milliard de dollars. Dans le document, on apprend que la plateforme SASE de l'éditeur, Netskope One s'appuie sur des serveurs bare metal déployés dans plus de 120 centres de données à travers le monde. Elle est utilisée par 4 300 entreprises ou administration et générée un chiffre d'affaires de 328 millions de dollars. A l'issue de l'IPO, Netskope prévoit d'accroître sa part de marché en développant son écosystème de partenaires et sa présence internationale. Des acquisitions sont aussi envisagées.

Faille critique dans Docker Desktop

La brèche consiste en une falsification de requête côté serveur (SSRF), désormais identifiée comme CVE-2025-9074 Elle a reçu un indice de gravité critique de 9,3 et touche les versions Windows et macOS de Docker Desktop. « Un conteneur malveillant exécuté sur Docker Desktop pourrait accéder au moteur Docker et lancer des conteneurs supplémentaires sans nécessiter le montage du socket Docker » explique le bulletin de sécurité. Le chercheur Félix Boulet qui a trouvé la faille indique qu'elle peut donner un accès non autorisé aux fichiers utilisateurs sur le système hôte. Par ailleurs, l'ECI (isolation améliorée des conteneurs) n'atténue pas la vulnérabilité. Cette dernière a été corrigée dans la version 4.44.3 de Docker Desktop, publiée la semaine dernière.

Les US investissent dans Intel

Le gouvernement américain est monté au capital du fondeur de Santa Clara à hauteur de 9,9%. L'opération sera financée avec 5,7 Md$ de subventions non versées dans le cadre du Chips Act sous l'administration Biden et 3,2 Md$ destinés au programme Secure Enclave, également attribués sous le président démocrate. Cette annonce intervient après l'investissement récent de 2 Md$ de Softbank dans Intel. La société dirigée par Lip-Bu Tan reste toujours en grand difficulté financière et a même averti selon Reuters que la montée au capital du gouvernement américain pourrait représenter un risque pour ses ventes à l'internationale et sa capacité à obtenir de futures subventions.

Énorme passe-droit bientôt accordé aux voitures américaines en Europe ?

Quel est ce cadre légal annoncé par l'Europe et les États-Unis pour vendre des deux côtés de l'Atlantique des voitures qui n'auront pas à répondre aux normes de sécurité et de dépollution locales ? Pour l'heure, cet accord semblerait surtout profiter aux voitures américaines, qui pèchent souvent chez nous par des soucis de sécurité passive, notamment vis-à-vis des piétons.

Donald Trump n'a jamais eu envie de changer de cassette. Le Président américain n'a cessé de rappeler que le monde entier en voulait aux Américains, et qu'il fallait leur taper fort sur la tête en retour en matière de commerce. Les voitures américaines ne se vendent pas au Japon ? C'est de la faute des Japonais et de leurs normes d'homologation.

Elles n'ont aucun débouché en Europe ? Là encore, la faute aux normes européennes trop restrictives qui auraient été pensées pour écarter les produits américains. Bien sûr, à aucun moment Donald Trump ne s'est demandé si les voitures conçues par les constructeurs américains étaient réellement adaptées à l'international.

Mais Trump a peut-être une porte de sortie devant lui. La Maison-Blanche a publié un communiqué officiel dans lequel elle annonce que l'Europe et les États-Unis se sont mis d'accord pour développer un cadre légal dans lequel les normes d'homologation des véhicules de chaque camp seraient officiellement reconnues en tant que telles.

Une Europe en position de faiblesse

"En ce qui concerne les automobiles, les États-Unis et l'Union européenne ont l'intention d'accepter et de reconnaître mutuellement leurs normes respectives", précise le huitième point de la déclaration commune. Pour l'heure, il s'agit plus d'une déclaration d'intention qu'autre chose.

Mais cette possibilité d'accord en dit long sur le rapport de force entre l'Europe et les États-Unis qui, on le rappelle, viennent d'imposer 15% de droits de douane sur les véhicules européens. L'Europe semble en effet coincée face à l'ogre américain, qui pourrait, en plus d'avoir surtaxé les voitures, gagner la bataille de l'homologation.

La libre circulation des voitures ?

Depuis 2013, la mortalité routière en Europe a diminué de 16%, alors qu'aux États-Unis, elle a augmenté de 25%. Des chiffres alarmants, qui montrent un écart flagrant de niveau de sécurité des véhicules, notamment sur le plan passif. Et pour cause, l'homologation américaine n'exige pas grand-chose des pick-up et autres énormes SUV sur les tests de sécurité, alors qu'en Europe, les véhicules doivent respecter des standards de sécurité pour protéger les piétons en cas de choc depuis le début des années 2000.

Évidemment, il existe des niches permettant d'importer des pick-up américains en Europe, comme la réception à titre individuel pour homologuer des voitures non européennes. Des pratiques dénoncées par certains organismes européens.

Un accord de reconnaissance des réglementations américaines et européennes serait donc un bel avantage pour les voitures américaines qui butent sur les normes européennes. À l'inverse, les véhicules européens ne gagneront pas grand-chose dans l'autre sens, puisqu'ils sont déjà pour la plupart au-delà de ce qu'attend la législation américaine.

Beaucoup d'alertes contre cet accord

Rien n'est encore fait sur le plan réglementaire, mais, si cet accord venait à être signé, ce serait selon certains organismes une vraie régression pour l'Europe. En mars dernier, de nombreuses associations et organisations avaient signé une lettre demandant à ce que la reconnaissance mutuelle des normes ne figure pas dans les négociations des échanges commerciaux.

"Un point à éviter dans ces négociations est une capitulation de l'UE sur les normes de sécurité des véhicules. Les négociateurs commerciaux pourraient faire pression en faveur d'une « équivalence » ou d'une reconnaissance mutuelle des véhicules, ce qui permettrait aux véhicules du marché américain d'être vendus dans l'UE, et inversement. Ce serait une erreur catastrophique, dont les conséquences se mesureraient en décès d'hommes, de femmes et d'enfants sur les routes de l'UE". Parmi les signataires de cette lettre, la Fédération internationale automobile (FIA).

NOUVEAU VOLKSWAGEN T-ROC

l'intérieur se révèle avant Munich

Après un premier teaser de l'extérieur, Volkswagen dévoile en partie l'habitacle du nouveau T-Roc. Un intérieur modernisé et digitalisé, qui reflète l'importance stratégique de ce SUV compact avant sa présentation officielle à Munich.

Volkswagen soigne son suspense. Et ce n'est sans doute qu'un début ! Après avoir publié une première photo de l'extérieur camouflé du futur T-Roc il y a quelques jours, le patron du design du groupe, Andreas Mindt, a de nouveau choisi son compte Instagram pour dévoiler cette fois l'intérieur. De quoi découvrir l'aperçu d'un habitacle totalement repensé, et qui s'inscrit dans une campagne de communication orchestrée par étapes, à quelques jours d'une présentation officielle au salon IAA de Munich (du 9 au 14 septembre).

L'objectif de Volkswagen est clair : maintenir la pression médiatique autour de l'un des modèles les plus attendus de l'année.

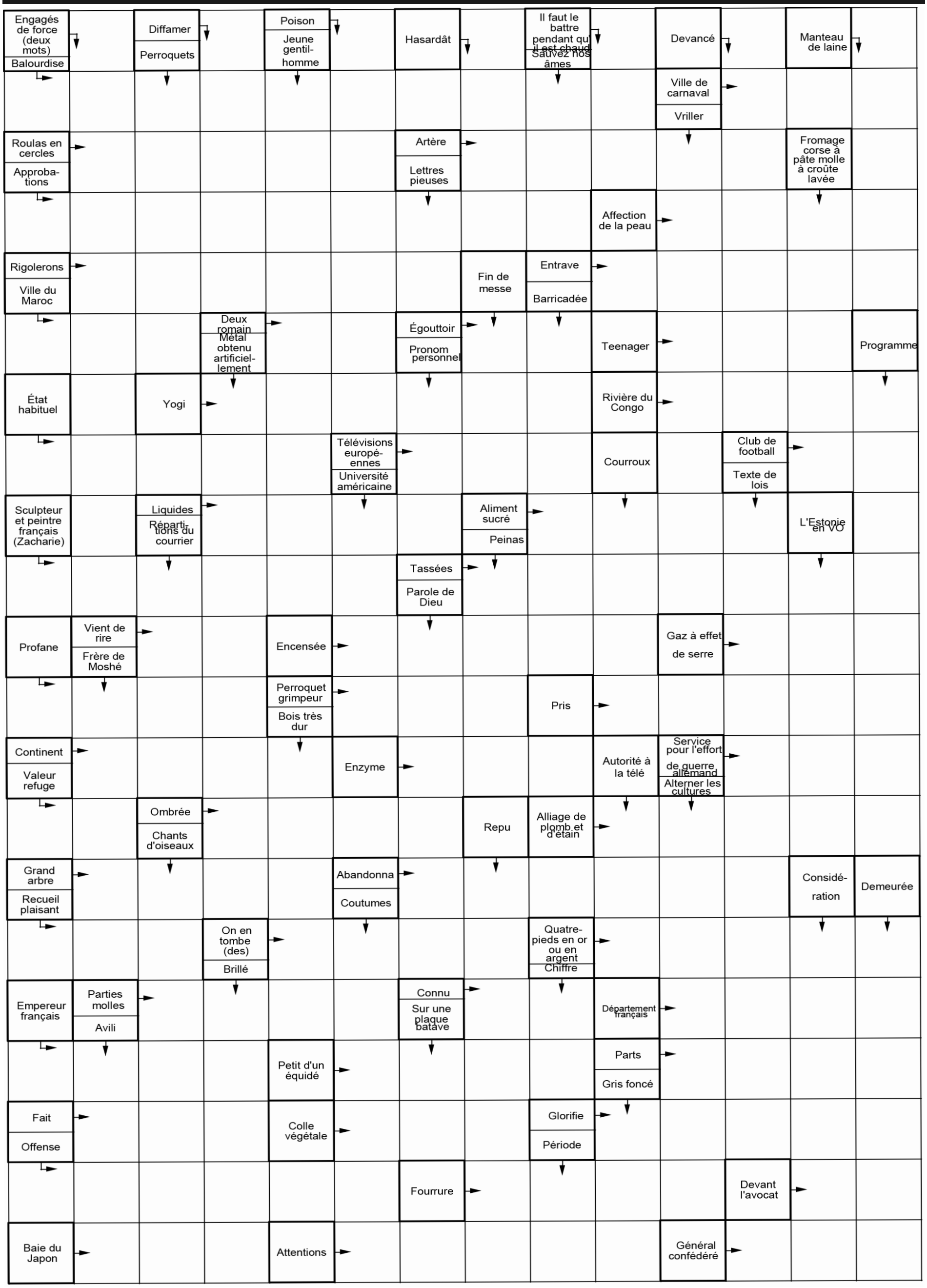
Un habitacle en rupture

L'image laisse entrevoir dans le T-Roc millésime 2025-2026 un poste de conduite modernisé et tout nouveau dans la gamme du constructeur allemand. Il s'articule autour d'un grand écran central très proche de ce que l'on connaît déjà sur le dernier Tiguan, dans lequel il mesure entre 12,9 et 15 pouces. Ici, il n'est pas encore fait mention de sa taille. En revanche, côté instrumentation, numérique forcément, il y a du neuf, avec un écran qui n'est plus sous une casquette, comme souvent chez le constructeur allemand. Ni même intégré dans le tableau de bord. Mais véritablement posé dessus. Il faut bien avouer que l'on ne voit pas grand-chose d'autre, si ce n'est peut-être cette dalle sur la console centrale pour la recharge à induction d'un smartphone. Quant à la molette que l'on distingue sur l'image – on la voit encore mieux dans un petit teaser vidéo de la voiture –, elle est reprise du Tiguan, avec l'affichage de la fonction en son centre.

Un modèle clé qui prépare l'avenir

Si l'image publiée ne permet pas de détailler le volant, on peut imaginer qu'il sera aussi repris du grand frère, avec des boutons, des vrais, en lieu et place des touches sensitives. Et dont les clients ne veulent plus. Depuis son lancement en 2017, le T-Roc s'est imposé comme un pilier de la gamme Volkswagen, avec plus d'1,3 million d'exemplaires écoulés et une cinquième place au classement des ventes en Europe en 2024. Cette nouvelle génération, attendue pour le quatrième trimestre 2025, sera sans doute l'une des dernières à reposer sur la plateforme thermique MQB-Evo. Elle intégrera néanmoins des motorisations électrifiées, allant du micro-hybride à l'hybride rechargeable. Mais pas de 100% électrique. Suite au prochain teaser !

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Mercredi 27 août 2025 http:www.lesenjeuxeco.dz

PÉTROLE

Le baril de Brent à 68 dollars

Les prix du pétrole reculaient mardi, sous l'effet des tensions géopolitiques et des incertitudes tarifaires. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en octobre, perdait 1,12% à 68,03 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison le même mois, tombait de 1,25% à 63,99 dollars. Les analystes prévoient "une faible propension au risque sur les marchés" et anticipe "une baisse temporaire des prix du pétrole du fait de "l'énorme incertitude qui règne sur le marché pétrolier, entre conflit et guerre tarifaire.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

45 morts et 2258 blessés en une semaine

Quarante-cinq (45) personnes sont décédées et 2258 autres ont été blessées dans 1650 accidents de la route, survenus durant la période du 17 au 23 août à travers le pays, indique mardi un bilan hebdomadaire de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Médéa, avec 5 morts et 51 blessés dans 35 accidents, précise la même source. La Protection civile a enregistré, durant la même période, le décès de 17 personnes par noyade en mer et 4 dans des réserves d'eau. Néanmoins, le dispositif pour la surveillance des plages autorisées à la baignade a permis le sauvetage de 5583 personnes d'une mort certaine, la prise en charge de 1762 personnes sur les lieux et l'évacuation de 507 autres vers les structures sanitaires locales, poursuit le communiqué. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour l'extinction de 2300 incendies urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas d'Alger (160 incendies), Blida (136) et Tizi-Ouzou (123). Le dispositif mis en place pour la lutte contre les incendies de forêts et de récoltes a permis l'extinction de 223 incendies à travers plusieurs wilayas du pays, conclut le communiqué.

ORGANISATION ARABE DU CROISSANT-ROUGE ET DE LA CROIX-ROUGE

L'Algérie décroche un siège au sein de l'instance exécutive

L'Algérie a décroché un siège au sein de l'instance exécutive de l'Organisation arabe du Croissant-Rouge et de la Croix-Rouge, a indiqué mardi un communiqué du Croissant-Rouge algérien (CRA). L'Algérie a "décroché un siège au sein de l'instance exécutive de l'Organisation arabe du Croissant-Rouge et de la Croix-Rouge, l'équivalent de son conseil d'administration, pour un mandat de quatre (4) ans", précise la même source. L'Algérie a également été élue au Comité de rédaction, ce qui "témoigne de sa place et de son rôle actif dans le renforcement de l'action humanitaire et de solidarité au niveau arabe".

EN PRÉVISION DE LA PROCHAINE RENTRÉE SCOLAIRE

Le ministre Sadaoui préside deux conférences nationales

Le ministre de l'Education nationale, Mohammed Seghir Sadaoui, a présidé, dimanche et lundi, par visio-conférence, deux conférences nationales consacrées à la présentation et au débat d'un ensemble de sujets importants liés à la rentrée scolaire 2025-2026, indique un communiqué du ministère. A l'entame des travaux auxquels ont pris part des cadres de l'administration centrale et des directeurs de l'éducation de wilayas, le ministre a écouté des exposés exhaustifs présentés par les directeurs de l'éducation sur le nombre des nouveaux élèves qui rejoindront, cette année, les différents cycles d'enseignement dans chaque wilaya. Il a également été question des nouveaux établissements réceptionnés pour la prochaine rentrée scolaire, et ceux en cours de réalisation, afin d'avoir une idée précise sur le degré de préparation des wilayas pour répondre à la demande croissante en places pédagogiques, selon la même source. "Maitriser cet aspect est essentiel pour alléger la charge sur les établissements disponibles et garantir ainsi une répartition plus efficace des élèves", a souligné M. Sadaoui, appelant les directeurs de l'éducation à l'intensification des sorties sur le terrain pour assurer le suivi des projets à l'arrêt, et à la coordination étroite avec les walis et les services des équipements publics. Le ministre a également rappelé que le programme de l'année 2025 permettra à de nombreuses wilayas de bénéficier des projets d'extension et de nouveaux établissements, d'où la nécessité d'œuvrer sans relâche au lancement des travaux dans les meilleurs délais, pour que les structures soient prêtes avant la prochaine rentrée scolaire, selon le communiqué.

S'agissant du recrutement des enseignants contractuels via la plateforme numérique du ministère, M. Sadaoui a affirmé que l'opération a été lancée à la date annoncée (25 août 2025), donnant instruction aux directeurs de l'éducation "de veiller à garantir la transparence dans l'annonce des postes vacants et la rigueur dans le traitement des dossiers". Le ministre a rappelé, en outre, la nécessité "de finaliser les actions liées à l'opération d'intégration des enseignants, approuvée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune en date du 23 mars 2025", insistant sur un suivi minutieux de cette opération à l'échelle nationale en vue de son achèvement dans les plus brefs délais. Pour ce qui est de la rentrée scolaire 2025-2026, M. Sadaoui a annoncé que "la première semaine de la rentrée sera consacrée au thème de la santé scolaire", et ce en coordination avec le ministère de la Santé. Ce programme, qui a pour objectif de mobiliser la communauté éducative et d'associer les parents d'élèves aux activités de prévention et de sensibilisation, à même de garantir une rentrée scolaire placée sous le signe de la santé et de la sécurité, constituera aussi une opportunité de rencontres entre toutes les composantes de la communauté éducative, y compris les parents d'élèves, en vue de renforcer la conscience sanitaire au sein des établissements scolaires. Les dispositions pratiques relatives à cette semaine feront l'objet de correspondances ultérieures, a-t-il précisé. Au terme des deux conférences, le ministre a instruit les directeurs de l'éducation "d'établir un état des lieux des établissements scolaires vétustes", en coordination avec les services techniques compétents, à travers des inspections minutieuses sur le terrain, en prévision de la prise des mesures nécessaires pour assurer aux élèves une scolarisation dans des conditions décentes et sécurisées, conclut le communiqué.

RELIANT LES COMMUNES DE TAOURA ET D'OUENZA

Réception «avant fin 2025» du tronçon de la RN 82

Le tronçon de la route nationale (RN) n 82 reliant sur 18 km les communes de Taoura (Souk Ahras) et d'Ouenza (Tébessa), actuellement en travaux, sera réceptionné "avant fin 2025", a affirmé, mardi, le directeur des travaux publics (DTP) de la wilaya de Souk Ahras, Amar Mezahda. Le taux d'avancement de ce projet, entamé en juin dernier, est actuellement de 35 %, selon le même responsable qui a souligné que le rythme des travaux "a connu une amélioration sensible", grâce aux efforts soutenus des entreprises en charge du chantier. Il s'agit-là, a ajouté M. Mezahda, d'un projet financé à hauteur de 600 millions de dinars, inscrit dans le cadre de la politique de développement visant, notamment, à désenclaver la commune de Taoura et des villages situés aux alentours, ainsi qu'à renforcer les voies de communication entre les wilayas de Souk Ahras et Tébessa. Le DTP a par ailleurs fait savoir qu'au cours de l'année 2025, le tronçon de la RN 8 reliant la commune de Dréa (Souk Ahras) et la daïra d'Ouenza (Tébessa) sur une distance de 16 km a été réceptionné, de même que le segment de la RN 81 reliant les communes de Ragouba et de Sedrata sur un linéaire de 21 km.

MONNAIE

Le dollar en légère baisse face aux autres devises

Le dollar a accusé, mardi, une légère baisse face aux autres devises, dans un marché préoccupé par l'annonce du président des Etats-Unis du licenciement d'une gouverneure de la Réserve fédérale américaine (Fed). En milieu de matinée, le billet vert perdait 0,21%, à 1,1643 dollar pour un euro, et lâchait 0,18% face à la livre, à 1,3479 dollar. Contrairement au billet vert, l'or grimpait de 0,23% à 3.373,7 dollars l'once, jouant son rôle de valeur refuge. Dans une lettre qu'il a publiée sur les réseaux sociaux, le président Donald Trump a annoncé le limogeage avec "effet immédiat" de la gouverneure de la Fed, Lisa Cook, accusée de "fraude pour un prêt immobilier personnel". Une décision contestée par Mme Cook qui a annoncé qu'elle continuerait à exercer ses fonctions. Selon des analystes, l'incertitude liée à la Fed et les risques géopolitiques qui couvent pèsent sur la valeur dollar, poussant les investisseurs vers des valeurs refuges, notamment l'or.

APN -PARLEMENT CENTRAMÉRICAIN

Les moyens de renforcer la coopération examinés au Guatemala

Une délégation de l'Assemblée populaire nationale (APN) a tenu, au Guatemala, une rencontre avec les membres du Bureau exécutif du Parlement centraméricain (Parlacen), lors de laquelle les deux parties ont examiné les moyens de renforcer la coopération bilatérale, a indiqué jeudi un communiqué de la chambre basse du Parlement. Lors de la rencontre, le vice-président de l'APN, Toufik Guezout, a mis en avant "l'intérêt particulier porté par M. Brahim Boughali, président de l'Assemblée populaire nationale, à l'activation de l'ensemble des mécanismes parlementaires pour accompagner la diplomatie officielle et renforcer ses positions constantes", soulignant que "la coopération entre l'APN et le Parlement centraméricain s'inscrit dans cette vision stratégique". A cette occasion, les deux parties ont mis en exergue "la solidité des relations entre l'Algérie et l'ensemble des Etats membres de cette institution parlementaire régionale", saluant "la convergence de vues sur plusieurs questions d'intérêt commun". Le vice-président de l'APN a, à cet égard, salué les valeurs et principes partagés par l'Algérie et les pays d'Amérique centrale, notamment en ce qui concerne la politique étrangère fondée sur le respect de la souveraineté des Etats, la non-ingérence dans leurs affaires intérieures, le soutien au droit des peuples à l'autodétermination et la défense des causes justes. Dans le même contexte, la délégation parlementaire algérienne a dénoncé le génocide commis contre le peuple palestinien sans défense dans la bande de Ghaza, appelant les parlementaires d'Amérique centrale à joindre leurs efforts et à unifier leurs positions dans les fora internationaux pour "réfréner l'occupation sioniste et l'amener à cesser son agression contre l'enclave". Les membres du Bureau exécutif du Parlacen ont, de leur côté, salué l'histoire honorable de l'Algérie dans la lutte anticoloniale et la défense des causes justes, soulignant que l'Algérie a inspiré par sa lutte de libération nationale plusieurs peuples d'Amérique latine, conclut le communiqué.